



Distr.
GENERAL

A/39/371
2 August 1984
ARABIC
ORIGINAL : FRENCH



الأمم المتحدة
الجمعية العامة

الدورة التاسعة والثلاثون
البند ٣٧ من جدول الأعمال المؤقت*

مسألة السلم والاستقرار والتعاون في جنوب شرقي آسيا

رسالة مؤرخة في اول آب/اغسطس ١٩٨٤ ، وموجهة الى
الامين العام من الممثل الدائم لجمهورية
لاو الديمقراطية الشعبية لدى الامم المتحدة

بناء على طلب سعادة السيد هون سن ، نائب رئيس مجلس الوزراء ووزير الخارجية
بجمهورية لاو الديمقراطية الشعبية ، أتشرف بأن احيل اليكم طيباً نسخة من الكتاب الابيض
المعنون " جرائم حكام الصين ضد كمبوتشيا " الذي نشرته وزارة خارجية هذا البلد في
نيسان/ابريل ١٩٨٤ .

واكون ممتناً غاية الامتنان لو تكرمتم بالعمل على تعميم نص الكتاب الابيض
المذكور بوصفه وثيقة رسمية من وثائق الجمعية العامة تحت البند ٣٧ من جدول الأعمال
المؤقت .

(توقيع) كينونغ فونغساي
السفير
الممثل الدائم

A/39/150 *

84-18481

**CRIMES
DES DIRIGEANTS
CHINOIS
contre
LE KAMPUCHEA**

Blank page



Page blanche

Avant-propos

La plus grande calamité qu'ait connue le peuple kampuchéen tout au long de son histoire aura été le génocide dont s'est rendu coupable la clique de Pol Pot. Il s'agissait là aussi d'un crime sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Mais si la clique de Pol Pot en a été l'instrument, c'est à l'instigation et au profit de la Chine que le crime a été perpétré. Sans le soutien de la Chine, jamais elle n'en eût été capable, de même que, sans le soutien des USA, Israël n'eût pu se comporter de façon aussi abominable vis-à-vis des peuples arabes et, en particulier, du peuple palestinien. Les dirigeants chinois, qui ont encouragé et soutenu avec le plus d'acharnement le régime génocidaire de Pol Pot, sont en train d'entretenir les débris de l'armée polpotiste pour que ceux-ci sabotent la renaissance du peuple kampuchéen, dans l'espoir d'imposer une fois de plus au peuple kampuchéen le joug d'un nouveau génocide.

Cette politique criminelle des dirigeants chinois envers le peuple kampuchéen s'inspire

de mobiles profonds qui sont en connexion avec la stratégie de la Chine dans le monde et dans le Sud-Est asiatique.

Dès la fondation de la République populaire de Chine, ses dirigeants ont toujours poursuivi cet objectif : faire rapidement de la Chine la puissance N° 1 et lui assurer l'hégémonie mondiale. Mais celle-ci a vite fait de se heurter à une contradiction irréductible : pour servir son ambition démesurée, elle ne dispose que de moyens limités, ses forces économiques et militaires s'avérant très arriérées par rapport à celles des grandes puissances mondiales. La République populaire de Chine est née au moment où dans le monde, deux forces antagonistes ont pris forme : d'un côté, celles du socialisme, d'indépendance nationale, de démocratie et de paix, dont l'URSS est le bastion et le solide appui, et de l'autre, celles de l'impérialisme et de la réaction ayant les EU à la tête. Dans un tel contexte, poursuivant son objectif inchangé, elle s'est élaboré des plans économiques aventureux, comme celui du grand bond des années 50, et l'ambitieux programme des quatre modernisations des années 70. Par ailleurs, au cours des trois décennies écoulées, elle a jonglé avec la stratégie planétaire, cherchant à tirer parti de l'antagonisme entre l'URSS et les EU, de la lutte entre les forces révolutionnaires et de paix contre l'impérialisme américain belliciste, de la lutte des forces anti-révolutionnaires contre l'URSS et

la révolution mondiale. Selon la philosophie de Deng Xiaoping, « peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, l'essentiel est qu'il attrape des souris ! », aux yeux des dirigeants chinois, l'ami ou l'ennemi, la révolution ou la contre-révolution, la guerre ou la paix, ce ne sont que des cartes qu'ils jouent dans l'intérêt de grande nation et d'hégémonie de la Chine.

Nulle part dans le monde, la Chine n'a mis en œuvre cette politique chauvine et égoïste de façon aussi complète et cynique que dans le Sud-Est asiatique. Cette région, la seule du monde où des guerres continues ont sévi au cours des 40 années passées, fut le théâtre de la guerre d'agression la plus sanglante menée par l'impérialisme. La résistance acharnée et victorieuse des peuples des trois pays indochinois a contribué à l'écroulement du système colonialiste ancien et à la crise du néo-colonialisme américain dans le monde. La Chine qui exerce une influence traditionnelle dans l'Asie du Sud Est, y voit la seule partie du globe où elle puisse réaliser ses visées expansionnistes, y disposant du maximum de possibilités et de moyens servant ses intérêts stratégiques. Au cours des 30 années passées, tantôt elle s'est ralliée aux forces révolutionnaires de la région dans leurs luttes contre les impérialistes et les réactionnaires, tantôt elle a tendu la main à ces derniers pour s'opposer aux forces révolutionnaires; tantôt elle a poussé les partis maoïstes à déclencher l'offen-

sive contre les gouvernements bourgeois de la région, tantôt elle leur a donné l'ordre de renoncer à la lutte armée et de composer avec ces gouvernements. La tactique peut changer, mais l'objectif visé est immuable: c'est de faire entrer les pays et les partis politiques du Sud-Est asiatique dans l'orbite chinoise, les reléguer au rôle de pions sur l'échiquier chinois selon les circonstances. Peu importent les retombées de ces virevoltes politiques sur les peuples et sur les alliés de la Chine!

Sur la lancée d'une telle stratégie, au cours des 30 dernières années, les dirigeants chinois se sont enfoncés dans une politique lourde de crimes à l'égard du peuple kampuchéen comme des peuples vietnamien et lao. Au cours des années 1950, après avoir réalisé un compromis avec les EU pour terminer la guerre de Corée, la Chine s'est entendue secrètement avec la France, sur le dos des trois peuples indochinois, lors de la Conférence de Genève de 1954. L'un et l'autre compromis rentraient dans la stratégie chinoise de détente avec les EU et la France, ils ont permis à la Chine de mettre un terme à deux guerres qui se déchaînaient à ses portes, de se créer un cadre de paix pour édifier une économie qui lui permettra de se hisser rapidement au rang des cinq puissances décidant du sort du monde. Elle a approuvé la solution d'un scission du Vietnam et du Laos et de la création d'une zone-tampon à la frontière sud de la Chine, ce qui

constituait une garantie pour la sécurité chinoise; les intérêts de la révolution kampuchéenne furent entièrement sacrifiés, le Kampuchéa étant éloigné de la Chine qui désirait par surcroît maintenir l'influence déclinante de la France dans le sud indochinois pour écarter la main-mise américaine, tout en mettant le grappin sur les forces révolutionnaires indochinoises. Au cours des années 60, la Chine a tiré parti de la résistance anti-américaine du Vietnam pour rassembler les forces du monde à la fois contre les EU et l'URSS. Cherchant à monopoliser l'enseigne du soutien au Vietnam en lutte, elle s'est opposée énergiquement à la formation d'un front mondial à cette fin, lequel engloberait aussi l'URSS. En même temps, elle a protesté contre l'offensive vietnamienne sur le triple front militaire, politique et diplomatique. Déjà à cette date, elle s'est servie du Kampuchéa comme d'un frein pour stopper le Vietnam. Elle a joué simultanément plusieurs cartes différentes au Kampuchéa (depuis Sihanouk jusqu'à Pol Pot en passant par Lon Nol et Son Sann) pour mieux tenir ce pays, le détacher du Vietnam et du Laos, saper le front unifié des trois pays indochinois en lutte contre l'impérialisme américain et entraver la résistance anti-américaine du peuple vietnamien. Au début des années 70, elle a profité de la guerre de résistance des trois peuples indochinois pour réaliser une collusion straté-

gique avec les EU contre l'URSS et la révolution mondiale, cherchant à engager la révolution des trois pays indochinois dans l'orbite chinoise. Dès 1971, elle a entamé des marchandages avec les EU sur le dos des trois peuples indochinois, comme elle l'avait fait avec la France en 1954. Elle a accepté la solution du retrait du Sud Vietnam des troupes américaines, mais du maintien dans cette partie du monde des fantoches d'obédience américaine, en échange du retrait des EU de Taiwan, et dans le même temps a cherché à empêcher le Kampuchéa et le Laos de parachèver leur libération nationale.

La victoire complète et totale remportée par les trois peuples indochinois dans leur résistance commune à l'agression américaine a inauguré pour les trois pays d'Indochine une ère nouvelle, celle de l'indépendance et de l'édification pacifique. Elle a en même temps mis fin à la présence militaire américaine au Vietnam et en Thaïlande, comme aux conflits militaires dans le Sud-Est asiatique, ouvrant ainsi la voie à la coexistence pacifique entre tous les pays de la région.

Mais que les trois pays indochinois vivent dans l'indépendance, l'union et la solidarité, que ceux du Sud-Est asiatique coexistent dans la paix, la stabilité et la coopération, un tel état de choses est inadmissible aux yeux des autorités chinoises qui y voient le plus grand obstacle à la mise en œuvre de leur politique

expansionniste et hégémoniste. A partir de 1975, elles ont cherché à bien tenir en main Pol Pot et sa clique pour en faire l'instrument-clé de cette dernière en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. Elles ont engendré le génocide au Kampuchéa, lancé une agression armée contre le Vietnam, fomenté la subversion au Laos, provoqué la crise au Sud-Est asiatique. Pratiquant la politique « diviser pour régner », la Chine cherche à plonger l'Indochine et le Sud-Est asiatique dans le chaos politique et, profitant de l'état de crise, à constituer dans cette région un front avec les EU, le Japon et les pays de l'ASEAN et sur le plan mondial, à resserrer sa collusion avec les EU contre l'URSS, laquelle servira son programme ambitieux des quatre modernisations. Au cours des dernières cinq années, elle a monté en épingle le soi-disant « problème kampuchéen » de sa propre création pour cimenter cette collusion, s'en est servie comme « monnaie d'échange » dans ses efforts en vue de normaliser ses rapports avec l'URSS et aussi, pour maintenir l'état de confrontation entre les pays de l'ASEAN et les pays indochinois, pour raffermir le front entre la Chine, les EU et l'ASEAN et contrecarrer la renaissance du Kampuchéa, pratiquer le blocus et l'isolement du Vietnam, employer Pol Pot aux fins de reprendre en main le Kampuchéa.

La politique immuable des dirigeants chinois a toujours été de soumettre les pays indo-

chinois, d'utiliser ceux-ci au service de la stratégie chinoise. Comme les anciens féodaux chinois, les colonialistes, les militaristes et les impérialistes, ils considèrent le Vietnam comme l'objectif essentiel de leur conquête, ce dernier occupant une position stratégique essentielle dans leurs visées de domination sur les trois pays indochinois. Ils attribuent aussi plus d'importance au Laos qu'au Kampuchéa parce que la Chine et le Laos ont une frontière commune. De 1950 à 1975, vingt-cinq années durant, ils ont joué la carte kampuchéenne pour contenir et affaiblir le Vietnam et le Laos. C'est seulement après l'échec des EU en Indochine et celui de la Chine dans ses tentatives de subjuguier le Vietnam et le Laos que les dirigeants chinois ont mis la main sur le Kampuchéa et se sont servis de la clique génocidaire de Pol Pot contre les trois pays indochinois, au service de leur stratégie d'expansion et d'hégémonie dans le Sud-Est asiatique et dans le monde. La convergence d'une part des intérêts hégémonistes de grande puissance de la Chine et de l'autre des ambitions démentielles, de l'autoritarisme démesuré et de l'idéologie réactionnaire de Pol Pot et de sa clique, voilà un important facteur générateur du génocide qui a causé la mort de trois millions de Kampuchéens et d'une grave menace contre la souveraineté et l'indépendance des trois pays indochinois

comme la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique.

Les crimes commis par les dirigeants chinois contre le Kampuchéa, le Vietnam et le Laos n'ont cependant pu entraver l'avance victorieuse de la révolution dans ces trois pays. Ils pourront encore nous susciter de nombreuses difficultés, mais une chose est certaine : notre peuple a franchi les parcours les plus sanglants et les épreuves les plus dures et rien ne pourra l'empêcher d'avancer la main dans la main avec les peuples vietnamien et lao sur la voie de l'indépendance et de la liberté. Rien ne pourra empêcher les peuples du Sud-Est asiatique d'établir entre eux des rapports de paix, d'amitié et de coopération, faisant de la région victime de la guerre la plus longue et la plus sanglante du monde au cours de ces dernières 40 années une zone de paix solide et durable.

Première partie

La politique de la Chine envers le Kampuchéa au cours des années 50

En octobre 1949, la République populaire de Chine est née, juste au moment où la guerre froide déclenchée par les impérialistes américains contre l'URSS et la révolution mondiale atteignait son apogée. En Asie, les EU prêtaient main-forte aux colonialistes français pour impulser la guerre d'agression contre les trois pays indochinois et hâtaient les préparatifs pour déclencher une guerre chaude sur la péninsule coréenne. Dans cette conjoncture, pour assurer la sécurité de la Chine face à la politique d'hostilité et d'encerclement des impérialistes américains et aussi pour obtenir une aide économique qui permettra sa restauration et son édification, les dirigeants chinois mettaient en œuvre leur politique consistant à « pencher d'un côté » c'est-à-dire à s'appuyer uniquement sur l'URSS. En février 1950, la Chine signa avec l'URSS un « Traité d'alliance et d'entraide ». En octobre 1950, quand la

guerre américaine d'agression contre la Corée approchait de la frontière chinoise et menaçait directement la sécurité de la Chine, les dirigeants chinois dépêchèrent à la guerre un million de volontaires pour « combattre les EU et soutenir la Corée ». Mais comme ils venaient seulement de conquérir le pouvoir, les dirigeants chinois avaient besoin de la paix pour entreprendre la restauration de l'économie et la construction du pays. En 1953, le premier plan quinquennal chinois fut élaboré. Pour l'exécuter, la Chine éprouvait la nécessité de terminer au plus tôt les deux guerres qui se déroulaient à ses frontières du nord-est et du sud. Wang Pingnan, secrétaire général de la délégation chinoise à la Conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine, l'a avoué au colonel Guillermaz de la délégation française : « La Chine avait entamé son premier plan quinquennal l'année précédente et l'effort économique qu'il impliquait orientait plus que jamais la politique étrangère chinoise vers des solutions pacifiques pour tous les problèmes extérieurs qui se posaient. » (in François Joyaux : « *La Chine et le Règlement du premier Conflit d'Indochine* ») Dès juillet 1951, la Chine a déjà engagé des pourparlers avec les E.U pour terminer la guerre de Corée et en juillet 1953, un accord d'armistice a été signé qui ne stipulait que la cessation des hostilités et la partition de la Corée au 38^e parallèle, aucune clause ne prévoyant la

réunification du pays. La Chine allait par la suite pousser les belligérants de la guerre d'Indochine à un règlement sur le modèle de l'armistice coréen et les Accords de Genève sur l'Indochine furent signés en juillet 1954.

Grâce à la conclusion des deux guerres, la Chine, qui avait apporté son aide à la Corée et aux pays indochinois, a été invitée à participer aux pourparlers de paix : du coup elle s'est hissée au rang des cinq puissances mondiales dont le concours s'imposait pour la solution des conflits en Asie. La bonne exécution du premier plan quinquennal a apporté à la Chine des résultats économiques éclatants. Ce qui stimula l'ambition chinoise de se hausser au « N° 1 » des puissances mondiales et de créer un « modèle » chinois pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Et c'est ainsi qu'en 1958, le mouvement du Grand Bond fut déclenché qui devait permettre à la Chine, en 15 ans ou même moins, de rattraper et dépasser l'Angleterre pour la production industrielle.

Une fois closes les guerres de Corée et d'Indochine, en vue d'obtenir une détente internationale qui favoriserait la réalisation de leurs ambitions, les dirigeants chinois lancèrent les cinq principes de la coexistence pacifique, nouèrent les relations avec les Etats voisins de l'Asie du Sud-Est et du Sud, y compris les États indépendants et ceux d'obédience impérialiste, donnèrent aux partis

maoïstes de la région la consigne d'arrêter leur lutte révolutionnaire et d'accepter un compromis avec les gouvernements intéressés. En avril 1955, la Chine participa à la Conférence afro-asiatique de Bandoeng avec l'espoir de devenir leader des pays d'Asie et d'Afrique. A la même conférence, elle proposa de négocier avec les E.U pour détendre la situation en Extrême-Orient. En août 1955, elle entra en pourparlers avec les E.U. à Genève.

La stratégie générale de Pékin au cours des années 50 a commandé et déterminé sa politique vis-à-vis du Kampuchéa à cette époque.

I — La Chine a bradé les intérêts des peuples kampuchéen et indochinois à la Conférence de Genève sur l'Indochine en 1954

Après la signature de l'armistice en Corée en août 1953, dans un discours sur cette partie du monde, le Premier ministre chinois Zhou Enlai a proclamé : « l'armistice signé pourrait servir de modèle à d'autres conflits » (in Philippe Devillers et Jean Lacouture : « *Viet Nam : de la Guerre française à la Guerre américaine* »).

La tendance internationale à cette époque était de résoudre les guerres en Corée et en Indochine par la voie des négociations. Une

conférence des ministres des Affaires étrangères de l'URSS, des EU, de l'Angleterre et de la France, tenue à Berlin en janvier 1954, a décidé d'organiser une Conférence internationale à Genève vers avril 1954 avec la participation des parties en cause et de la République populaire de Chine, pour résoudre le problème coréen et la guerre d'Indochine.

La Conférence de Genève fut convoquée alors que la guerre de résistance contre le colonialisme français du peuple kampuchéen, grâce aux efforts concertés et à l'aide apportés par les peuples frères du Vietnam et du Laos et de leur armée, surtout grâce au concours des volontaires vietnamiens, avait remporté de grandes victoires tant politiques que militaires.

Au point de vue politique, le 17 avril 1950, pour consolider la direction unifiée du mouvement de résistance, la Conférence nationale des délégués du peuple a été convoquée. Elle a voté la ligne générale de la Résistance, adopté l'hymne national et le drapeau national du nouveau Kampuchéa et élu le Comité central du Front d'Union nationale (le Front Issarak) et le Comité central pour la libération nationale khmère qui deviendra le Gouvernement de la résistance kampuchéenne, sous la présidence de Son Ngoc Minh.

Le 19 avril 1950, au nom du Gouvernement de la Résistance, son Président Son Ngoc Minh lança la Déclaration d'Indépendance du

peuple kampuchéen et en juillet de la même année, le Gouvernement promulgua le décret N° 1 octroyant au peuple les libertés démocratiques. Le Gouvernement de la Résistance et le Front Issarak possédaient leurs ramifications dans toutes les provinces du pays, dans les campagnes libérées comme les villes encore occupées. Le 28 juin 1951, les communistes kampuchéens réunis en Congrès ont fondé le Parti populaire révolutionnaire et ont élu la direction du Parti avec à sa tête les camarades Son Ngoc Minh et Tou Samouth. Sous la direction du Parti, le Gouvernement et le Front ont eu la haute main sur toute l'activité de résistance et organisé des luttes politiques à l'intérieur des villes occupées. La résistance kampuchéenne, étroitement coordonnée avec celle des peuples vietnamien et lao au sein du Front de Résistance Viet-Khmer-Lao, bénéficiait de la sympathie et du soutien de toute l'humanité progressiste, y compris du peuple français.

Sur le plan militaire, les forces armées Issarak et les guérilleros déployaient leurs activités dans tout le pays, jusque dans les zones limitrophes des villes occupées comme Battambang, Kompong Chhnang. Les compagnies Issarak mettaient hors de combat des compagnies entières du corps expéditionnaire français et des troupes fantoches. De décembre 1953 à mai 1954, elles ont anéanti 8.000 soldats et officiers ennemis. Avec le soutien

populaire, les forces Issarak ont installé de solides bases de guérilla dans les montagnes comme dans la plaine, là où les conditions géographiques étaient propices et le ravitaillement, facile. La base de l'ouest, en particulier, s'étendait de la frontière du Vietnam jusqu'à celle de la Thaïlande, sur une superficie de 40.000 km², couvrant les provinces de Kampot, Kompong Speu, Kompong Chhnang, Pursat et Battambang (in « *Le peuple khmer lutte pour l'indépendance et la paix* », édité en 1954 par le Service d'Information du Gouvernement de la Résistance). La zone libérée sous contrôle du Gouvernement de la Résistance englobait les 2/3 du territoire national et la moitié de la population totale. Les forces armées révolutionnaires comprenaient 50.000 membres des milices populaires, des unités de guérilleros et de l'auto-défense et 41 sections de réguliers opérant dans les districts. Des 89 districts du pays, 63 possédaient des bases révolutionnaires dont 36, dotés de bases solides, étaient le théâtre de fréquentes activités de guérilla. Les organisations révolutionnaires de masse totalisaient 790.000 membres. Vers octobre 1954, le Parti Populaire Révolutionnaire du Kampuchéa comptait 1.800 membres répartis dans 165 cellules du Parti. Des 89 districts du pays, 50 avaient leur Comité du Parti pour diriger le mouvement révolutionnaire.

Même les colonialistes français étaient obligés de reconnaître qu'au Kampuchéa ils

se heurtaient aux mêmes difficultés que sur tout le territoire indochinois. Henri Navarre, commandant-en-chef du corps expéditionnaire français, admettait qu'au Laos et au Kampuchéa, les forces de résistance « contrôlaient de vastes régions et leur influence dans le reste du pays était assez grande pour mettre en difficultés les gouvernements favorables à notre cause ». (in Henri Navarre : « *L'agonie de l'Indochine* »). Et il poursuivait : « Au Sud Laos et au Cambodge, des bataillons Viet Minh qui avaient poussé plus au sud de Seno, menacent successivement Saravane et Paksé puis s'emparent de Voeunsai et se lancent en enfants perdus dans la jungle du Cambodge septentrional, recherchant la liaison avec les éléments pro-viet minh locaux et accentuant la décomposition politique du pays. » (in Op. cit.).

Les victoires des forces armées et du peuple kampuchéen étaient en connexion harmonieuse et concertée avec celles du peuple lao sur les fronts du Nord, du Centre et du Sud Laos et avec celles du peuple vietnamien, notamment avec la victoire historique de Dien Bien Phu. Toutes ces victoires prises ensemble ont acculé les colonialistes français à une situation infiniment difficile sur tout le champ de bataille indochinois. Quand Mendès-France fut devenu Président du Conseil le 14 juin 1954, les généraux français lui ont remis un rapport dans lequel on lit : « Il ressort que la situa-

tion militaire, présentée par les chefs militaires, est extrêmement dangereuse, angoissante même, et peut comporter une aggravation dramatique dans les semaines à venir. » (in Philippe Devillers et Jean Lacouture : « *Viet Nam : de la Guerre française à la Guerre américaine* »)

Le Livre blanc publié par le Ministère des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam, « *La Vérité sur les Relations vietnamo-chinoises durant les 30 dernières Années* », a précisé : « Après Dien Bien Phu, il est clair que, avec l'aide du camp socialiste, les forces armées et le peuple du Vietnam sont en mesure de libérer tout le territoire national. » En effet, les grandes victoires remportées par le Vietnam, champ de bataille principal de l'Indochine, avaient créé une situation politique et militaire très favorable aux révolutions kampuchéenne et lao, leur permettant de défaire l'ennemi commun et de parachever la révolution de libération nationale, la conquête de la paix, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale dans chacun de ces deux pays. Dans l'immédiat, les victoires du peuple et des forces armées du Kampuchéa conféraient au Gouvernement de la résistance kampuchéenne le droit de siéger à la Conférence de Genève, comme il l'a formellement déclaré en avril 1954. A l'époque, celui-ci a envoyé à Genève une délégation conduite par le Ministre des

Affaires étrangères Keo Mani pour participer à la Conférence.

Mais à Genève, les dirigeants chinois poursuivaient d'autres objectifs et nourrissaient d'autres desseins. François Joyaux, spécialiste français de la politique étrangère chinoise, écrivait à ce propos : « L'ouverture éventuelle de pourparlers sur l'Indochine, il faut le souligner, répondait entièrement aux intérêts nationaux de la Chine : favoriser le relâchement de la tension en Extrême-Orient, ce qui était nécessaire au développement économique chinois ; écarter, si la négociation aboutissait, le danger d'une intervention massive des Américains dans le conflit ; donner la possibilité au gouvernement de Pékin de mettre fin à l'ostracisme dont il était victime à l'ONU ; illustrer le statut de grande puissance de la République populaire sur la scène internationale ; enfin fournir l'occasion de négociations commerciales avec l'Ouest. » (*in « La Chine et le Règlement du premier Conflit d'Indochine »*)

Pour atteindre ces objectifs, les dirigeants chinois n'ont pas manqué de jouer leur atout : principale pourvoyeuse en armes aux trois pays indochinois résistants et détenant par surcroît l'unique voie pour leur faire parvenir ces armes, elle allait user de pression pour les obliger à consentir des concessions incompatibles avec le rapport des forces sur le

champ de bataille, très préjudiciables à leurs intérêts révolutionnaires et, en particulier, ceux du Kampuchéa.

Que les dirigeants chinois bradent les intérêts du peuple kampuchéen, cela se manifestait sous les aspects suivants :

a) *Accord particulier avec la France, dissociation du problème indochinois en trois, celui du Kampuchéa, du Laos et du Vietnam, acceptation des gouvernements créés par la France pour représenter le Kampuchéa et le Laos, opposition aux exigences légitimes des gouvernements résistants kampuchéen et lao d'envoyer leur délégation à la Conférence de Genève sur l'Indochine, accord avec les pays occidentaux pour le retrait des forces armées vietnamiennes hors du Kampuchéa et du Laos.*

Comme son nom l'indique, la Conférence de Genève sur l'Indochine s'est tenue pour mettre fin à la guerre entre la France et les trois pays indochinois. Or, on ne pouvait mettre fin à cette guerre en dissociant les problèmes kampuchéen, lao et vietnamien. On ne pouvait non plus résoudre le problème kampuchéen et le problème lao en l'absence des représentants des gouvernements résistants kampuchéen et lao. A la Conférence sont apparues deux tendances. Les révolutionnaires indochinois préconisaient de lier les trois problèmes parce que, en fait, les trois peuples avaient conjugué leurs efforts dans une lutte commune contre un ennemi commun, que la

victoire remportée par l'un était en même temps celle des deux autres et que, enfin, la victoire du Vietnam aiderait beaucoup au succès d'une solution pour le Laos et le Kampuchéa. L'autre tendance, celle de la France et des E.U. soutenue par la Chine, détachait le problème vietnamien des deux problèmes lao et kampuchéen. Le Vietnam étant le champ de bataille principal, la grande victoire remportée alors par ce pays pourrait apporter au problème indochinois pris dans son ensemble une solution unique, avantageuse pour tous les trois pays. Au contraire, si l'on cherchait à résoudre séparément les problèmes concernant les trois pays, on ne manquerait pas de limiter l'effet de la victoire vietnamienne et pourrait parvenir facilement à un compromis sur le dos des trois pays indochinois.

Le 8 mai 1954, dès l'inauguration de la Conférence, le chef de la délégation vietnamienne, Pham Van Dong, a avancé un projet de résolution invitant les représentants des gouvernements résistants lao et kampuchéen à participer à la Conférence. Par la suite, à la session du 10 mai 1954 et aux sessions suivantes, il a réitéré sa proposition en insistant sur l'envergure et la grande signification des Résistances lao et kampuchéenne et sur l'impossibilité de parvenir à une solution en détachant le problème vietnamien du problème kampuchéen et du problème lao.

La presse française de l'époque a rapporté que Pham Van Dong « a refusé toute dissociation des cas vietnamien, laotien et cambodgien. Le Pathet Lao et le Khmer Issarak ont une existence réelle... Ils mènent une guerre de libération nationale et le problème est le même dans les trois pays d'Indochine. » (*Le Monde*, 20 mai 1954) « M. Dong ne lâcha pas un pouce de terrain sur la question de savoir si les problèmes du Pathet Lao et du Khmer Issarak peuvent être discutés séparément de celui du Viet Nam. » (*France-Soir*, 20 mai 1954).

La délégation chinoise, pour commencer, soutenait pour la forme la position prise par la délégation vietnamienne, dans le but d'empêcher les EU de tirer parti de la dissociation des problèmes pour installer des bases militaires au Laos et au Kampuchéa et de mettre en épingle le rôle que la Chine tenait à jouer, celui du Combattant révolutionnaire de l'Asie (d'après François Joyaux, op. cit). Mais après l'échec de la Conférence de Genève sur la Corée tenue du 26 mai au 15 juin 1954, la Chine fit volte-face. Zhou Enlai, chef de la délégation chinoise, eut des contacts particuliers avec le chef de la délégation anglaise Eden, puis le chef de la délégation française Bidault, avant de rencontrer en privé, le 23 juin 1954, Mendès-France, le nouveau premier ministre français, à Berne, la capitale suisse. Au cours de ces entretiens, Zhou Enlai, pro-

prio motu, a avancé des concessions préjudiciables aux révolutions kampuchéenne, lao et vietnamienne: il a accepté la dissociation des trois problèmes, reconnu le Gouvernement du Royaume du Cambodge et celui du Royaume du Laos, ce qui signifiait qu'il niait tacitement l'existence des Gouvernements résistants kampuchéen et lao. La Chine voulait que ces deux pays deviennent des pays neutres tout en conservant le régime monarchique. Elle n'exigeait plus qu'on invite les gouvernements résistants à se faire représenter à la Conférence; elle tomba d'accord avec la France pour le retrait des forces armées vietnamiennes du Kampuchéa et du Laos. En échange, elle ne demandait rien d'autre que de refuser aux Américains le droit d'installer des bases militaires en Indochine. (in « *La Vérité sur les Relations vietnamo-chinoises durant ces 30 dernières Années* » du Ministère des A.E. de la R.S. du Vietnam; François Joyaux: « *La Chine et le Règlement du premier Conflit d'Indochine* », chapitre VII; Philippe Devillers et Jean Lacouture: « *Viet Nam: de la Guerre française à la Guerre américaine* »

b) *S'accorder étroitement avec les colonialistes français, user du maximum de pression pour imposer une solution désavantageuse à la révolution au Kampuchéa et en Indochine, laquelle ne reflète pas avec exactitude les victoires remportées de haute lutte sur les*

champs de bataille par les peuples du Kampuchéa et des trois pays indochinois.

Après que la Chine et la France se furent entendues sur une solution-cadre du problème indochinois, la France entra en négociation directe avec le Vietnam à propos des problèmes concrets, alors que la Chine, dans la coulisse, se mit à user de pression pour obliger le Vietnam à des concessions.

Parmi les problèmes concrets, deux concernaient directement l'avenir de la révolution kampuchéenne: celui du regroupement des forces résistances kampuchéennes et celui d'assurer à la révolution kampuchéenne une base d'appui qui, géographiquement, relie cette dernière aux révolutions vietnamienne et lao.

La délégation vietnamienne a défendu la position du gouvernement résistant kampuchéen sur l'établissement des zones de regroupement des forces de résistance, dont l'une à l'est en au nord-est du Mékong, et une autre au sud-ouest de ce fleuve. Cette exigence non seulement tenait compte des succès de la révolution kampuchéenne et du rapport des forces à ce moment, mais devait encore permettre à la révolution kampuchéenne d'avoir une base solide pour conserver et développer ses forces en vue de la victoire finale. Mais la Chine s'est opposée à cette proposition légitime. Elle désirait seulement repousser les

Français hors du Nord Vietnam et du Nord Laos, ces deux régions jouxtant la frontière chinoise, dont elle entendait faire un écran et une zone-tampon pour assurer sa sécurité du côté sud; comme le Kampuchéa n'a pas de frontière commune avec elle et n'est pas englobé dans cette zone-tampon, elle laissait la France en occuper le territoire entier. Un tel compromis avec la France, toujours selon les calculs chinois, profiterait beaucoup à la Chine: que la France, un impérialisme déclinant, maintienne son influence au Kampuchéa, dans la majeure partie du Laos et au Sud Vietnam, cette présence empêchera provisoirement les EU de s'implanter dans cette partie du monde et de menacer la sécurité de la Chine. La Chine a exercé le maximum de pression dans ce sens. En fin de compte, les résistants kampuchéens ne disposant pas d'une zone de regroupement, furent obligés de démobiliser sur place et de renoncer au contrôle des vastes zones libérées et le Gouvernement de la Résistance fut nominalement éliminé.

Le problème de trouver à la révolution Kampuchéenne une base d'appui le reliant aux révolutions vietnamienne et lao était aussi pour elle un problème de première importance. La réalité de la résistance contre les colonialistes français a prouvé que les trois pays indochinois ne constituaient qu'un seul champ de bataille: c'est en s'appuyant l'un

sur l'autre et en entreprenant une activité concertée que les trois pays pouvaient espérer la victoire. La détermination de la ligne de démarcation entre les deux zones du Vietnam se trouvait étroitement liée à ce problème. Comme il est de notoriété publique, la délégation vietnamienne a exigé patiemment et résolument que celle-ci soit fixée au 13e parallèle. La position vietnamienne s'accordait avec le rapport des forces sur le champ de bataille et présentait encore l'avantage de permettre à la révolution kampuchéenne d'avoir un appui solide, la zone libérée du Vietnam le long de la frontière entre les deux pays. Mais sur ce problème, comme du reste sur celui des zones de regroupement des forces de la résistance kampuchéenne, la délégation chinoise a usé de pression pour forcer le Vietnam à accepter la ligne de démarcation militaire fixée au 17e parallèle divisant provisoirement le Vietnam. La révolution kampuchéenne s'en trouvait ainsi coupée de la révolution vietnamienne et de la révolution lao.

L'histoire a enregistré la victoire des peuples indochinois et la signature des Accords de Genève en 1954 comme ayant ouvert l'époque de l'écroulement du système colonial et du colonialisme. Néanmoins, la solution de Genève, par suite de la trahison des dirigeants chinois, a empêché la révolution des trois pays indochinois de parvenir

à une victoire complète, comme l'aurait permis le rapport des forces sur le champ de bataille.

Avec la solution de Genève de 1954, les dirigeants chinois ont atteint leur but : mettre fin à une guerre qui se déchaînait près de la frontière sud de la Chine et qui, aux yeux de celle-ci, menaçait de s'étendre avec une intervention directe de la part des E.U. ; se constituer une ceinture de sécurité sur cette frontière ; et, en même temps, maintenir un certain équilibre entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires en Indochine, au grand profit de la Chine qui pouvait abuser de leur faiblesse et les manipuler au gré de ses intérêts nationaux égoïstes.

Si à Genève en 1954, les dirigeants chinois avaient sacrifié à leurs intérêts égoïstes ceux de la révolution indochinoise, ils allaient faire de même en 1961-1962, lors de la Conférence de Genève sur le Laos. Le problème se posa alors de scinder le pays en deux zones placées respectivement sous le contrôle des forces révolutionnaires et de celles de droite. La Chine a proposé d'établir deux zones Nord et Sud ; la zone Nord, contrôlée par les forces révolutionnaires, était appelée à assurer la sécurité de la frontière méridionale de la Chine. Mais les forces révolutionnaires lao, refusant cette solution, ont proposé un partage entre Est et Ouest, le long du Mékong et de la Cordillère Indochinoise ; la nouvelle

solution s'avérait avantageuse pour la révolution des trois pays indochinois : l'Est sous contrôle révolutionnaire constituait un long corridor permettant le contact direct entre les forces révolutionnaires des trois pays. La célèbre piste Ho Chi Minh allait être ouverte le long de ce corridor ; route stratégique de communication et de transport revêtant une importance vitale, elle allait déterminer de la victoire historique des trois pays d'Indochine sur les impérialistes américains.

Malgré les grandes victoires remportées par les forces de résistance, les Accords de Genève ont infligé la plus lourde perte aux intérêts nationaux du peuple kampuchéen. Après 1954, de grandes difficultés se sont abattues sur les forces révolutionnaires, sauvagement réprimées par l'administration Sihanouk. L'occasion a été offerte à Pol Pot, sous la houlette de Pékin, de prendre progressivement la direction du mouvement révolutionnaire et après, de commettre les crimes horribles que l'on sait.

II — La Chine s'évertuait à rallier Sihanouk à sa cause, faisant du Kampuchéa une carte de réserve au service de sa stratégie

Quand les guerres d'Indochine et de Corée avaient pris fin, tout en cherchant à contenir

les luttes révolutionnaires communes des peuples vietnamien et lao et à maintenir le statu quo en Indochine, c'est-à-dire cet équilibre des forces adverses avantageux pour la Chine, les dirigeants de Pékin jouaient la carte de la coexistence pacifique avec les pays du Sud et du Sud-Est asiatique, y compris celui de Sihanouk. Ils ont dévoilé leurs batteries dès 1954, lors de la Conférence de Genève. La délégation chinoise a contacté les représentants des pouvoirs pro-français au Kampuchéa, au Laos, et même ceux de Ngo Dinh Diem à qui les EU ont confié récemment le pouvoir à Saigon et leur a proposé l'échange des missions diplomatiques (*in* François Joyaux, *op. cit.*). Les Accords de Genève à peine signés, la Chine établit les relations diplomatiques avec les royaumes du Kampuchéa et du Laos. Mais pas avec Saigon, parce que Ngo Dinh Diem s'y est opposé!

A la Conférence de Bandoeng (avril 1955), Zhou Enlai a rencontré Sihanouk et après, les relations entre les deux pays se sont intensifiées sur plusieurs plans. Après les visites de Zhou Enlai au Kampuchéa en novembre 1956 et mai 1960, celles de Sihanouk à Pékin en août 1956, décembre 1960, février 1963, ces relations se développaient encore davantage. Dès juillet 1958, les deux parties ont procédé à des échanges d'ambassadeurs. La Chine a fait bénéficier Sihanouk d'aides importantes.

De 1956 à 1960, cette aide s'est montée à 49,9 millions de dollars, presque autant que l'aide à l'Indonésie (56,2 millions de dollars) (*Cf. Problèmes économiques—La documentation française, 27 avril 1977*). Pékin a cherché à s'attacher Sihanouk parce que, aux yeux de Zhou Enlai, la ligne politique de Sihanouk était celle d'un neutralisme pro-français: « Il faut rallier Sihanouk à notre cause, a déclaré Zhou Enlai, pour freiner les EU et influencer la France. » (*in* Conférence des trois partis communistes vietnamien, lao et chinois, tenue à Hanoi le 7 juillet 1964 — Archives du Ministère des A.E. du Vietnam) Les dirigeants chinois voulaient aussi faire de Sihanouk un pion de réserve pour leur stratégie indochinoise.

Blank page



Page blanche

Deuxième Partie

La politique de la Chine envers le Kampuchéa au cours des années 60

Au cours des années 1960, la Chine devait liquider les lourdes séquelles laissées dans l'économie nationale par l'échec du plan du « Grand Bond » de 1958. A l'extérieur, cet échec porta un coup dur aux ambitions de hisser la Chine en un rien de temps au rang des premières puissances mondiales. Pékin changea donc de tactique: il chercha à tirer parti du mouvement de luttes révolutionnaires en effervescence en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans le monde, contre à la fois l'URSS et les EU et le mouvement de non-alignement apparu en 1960, dans l'espoir de parvenir au rôle de leader d'une grande force mondiale et de bénéficier d'un rang égal à celui de l'URSS et des EU. Il poussa donc à la tenue de la seconde Conférence afro-asiatique, à laquelle ne participerait pas l'URSS, il vitupéra le mouvement de non-alignement, condamna la Yougoslavie et l'Inde

et déclencha une guerre frontalière avec cette dernière. Il aida le président de l'Indonésie Sukarno dans la formation des « Forces nouvellement émergentes » dont le mouvement se détacha du socialisme, s'opposa au mouvement du non-alignement et à l'ONU. Sous l'étiquette de la lutte contre le révisionnisme, il lança un nouveau programme d'action à destination du mouvement communiste international, préconisa la formation d'une nouvelle Internationale communiste dont il prendrait la tête. Il s'efforça de mettre l'URSS à l'écart, entendant détenir le droit exclusif de s'occuper de la résistance vietnamienne à l'agression américaine.

Mais le cours des événements n'a pas apporté de l'eau au moulin chinois. La 2e Conférence afro-asiatique n'a pas pu se tenir à Alger en 1965. Le coup d'Etat de 1965 en Indonésie renversant Sukarno a voué à l'échec le projet de Pékin de former le mouvement des « Forces nouvellement émergentes ». Le rêve de Pékin de constituer une Internationale communiste sombra dans l'indifférence générale. Son ambition de contrôler à lui seul la résistance vietnamienne contre l'agression américaine fut déçue.

Tant d'échecs politiques attisaient les contradictions au sein des sphères dirigeantes de la Chine. En 1966, elle déclencha la « révolution culturelle » qui n'était que l'expression sanglante de la lutte entre diverses factions

au pouvoir. C'était l'époque du « grand chaos » en Chine. Pékin cherchait à provoquer le chaos général dans le monde entier. Il lança le slogan : « Le pouvoir au bout du fusil » pour impulser les luttes armées dans le monde, surtout dans le Sud-Est asiatique contre les EU et les gouvernements bourgeois. Il s'opposait catégoriquement à l'URSS qu'il considérait comme son ennemi principal et faisait de son mieux pour diviser le mouvement révolutionnaire mondial. En Indochine, il était décidé à combattre les EU « jusqu'au dernier Vietnamien ». En 1965, déçu de ne pouvoir exercer son contrôle sur la résistance vietnamienne contre les EU, il se tourna vers Pol Pot aux fins de provoquer le « grand chaos » au Kampuchéa, détachant les forces de Pol Pot du Vietnam tout en soutenant celles de Lon Nol pour contenir la résistance vietnamienne.

1. Changeant de pion, Pékin passa de Sihanouk à Pol Pot et soutenait Pol Pot dans sa lutte armée contre Sihanouk et la France.

Vers la fin des années 50 et au début des années 60, Pékin soutenait encore Sihanouk dont le rôle au Kampuchéa servait ses intérêts. Mais, après qu'il eut déclenché la « révolution culturelle » en Chine et, cherchant à provoquer

le « grand chaos » mondial, il se mit à changer de carte et à utiliser Pol Pot et Lon Nol qui se prêtaient mieux à sa nouvelle stratégie.

Suite aux Accords de Genève de 1954, la situation politique au Kampuchéa se faisait très compliquée. L'impérialisme américain, mettant fiévreusement en œuvre sa politique néocolonialiste, devint l'ennemi direct du peuple kampuchéen. Comme représentant de la classe dominante, Sihanouk jouait double jeu : d'une part, il réprimait impitoyablement le mouvement révolutionnaire à l'intérieur du pays, de l'autre, exploitant l'équilibre des deux forces antagoniques dans le monde et en Asie du Sud-Est, il s'engagea dans la voie de la paix et de la neutralité en vue de se gagner à la fois l'aide des pays capitalistes et des pays socialistes. Passant de la lutte armée contre les colonialistes français à la nouvelle étape, le Parti Révolutionnaire Populaire du Kampuchéa s'est assigné la tâche de poursuivre la révolution nationale démocratique avec, comme objectifs immédiats, de déjouer les manœuvres néo-colonialistes américaines, de sauvegarder l'indépendance nationale, de préserver la paix et la neutralité, de lutter pour des meilleures conditions de vie et la démocratie, contre la terreur exercée par la classe dominante, de conserver et développer les forces révolutionnaires. Avec une tactique à la fois souple et résolue, il a d'un côté encouragé et soutenu les mesures positives du

pouvoir auxquelles il donnait sa coopération et de l'autre, s'appuyant sur les masses et se ralliant la faction progressiste des milieux au pouvoir, s'est efforcé de freiner et de repousser les agissements négatifs de l'administration visant à étouffer les libertés démocratiques et réprimer les forces du progrès. La ligne du Parti, matérialisée par le groupe Pracheachon (Le Peuple), a largement bénéficié de l'approbation et du soutien populaires. Le mouvement de lutte politique dirigé par le Parti a connu une large adhésion des masses, dans les villes comme les campagnes. Les idées du Parti préconisant la lutte contre le néo-colonialisme américain en vue de sauvegarder l'indépendance, la paix et la neutralité ont suscité un vaste écho dans les rangs de la jeunesse, des collégiens et étudiants et des intellectuels. Les luttes paysannes contre l'oppression et l'exploitation des propriétaires fonciers et des mandarins et la discrimination envers les anciens résistants éclatèrent les unes après les autres.

S'appuyant sur les éléments extrémistes pro-américains au sein de la classe dominante comme Lon Nol et Sirik Matak, le gouvernement Sihanouk s'est livré à des répressions impitoyables. Le Parti traversait une période de crise sérieuse. C'était à ce moment que des pseudo-révolutionnaires opportunistes et bourrés d'ambitions personnelles se réclamant du communisme rentraient de l'étranger et s'infiltraient dans le Comité central du Parti

pour s'emparer de la direction. Au IIe Congrès du Parti (30 septembre 1960), Saloth Sar, alias Pol Pot, devint membre du Bureau permanent et Ieng Sary, membre du Comité central. Après la « disparition » soudaine du camarade Tou Samouth (août 1962) dont la nouvelle fut lancée par Pol Pot lui-même, la clique d'usurpateurs convoqua un nouveau congrès du Parti en janvier 1963, éliminant du Comité central tous les membres qui ne s'étaient pas entendus avec elle pour les remplacer par d'autres à sa dévotion. Pol Pot devint secrétaire général et Ieng Sary, membre du Bureau permanent.

Vers la fin de 1965, les dirigeants chinois ont invité Pol Pot pour une visite en Chine, au cours de laquelle celui-ci a été reçu par Mao lui-même. Le leader chinois l'a félicité non sans arrière-pensée: « Vous avez l'esprit nationaliste énergique. » [...] « La révolution kampuchéenne est le centre de la révolution du Sud-Est asiatique. » (Documents saisis à Ta Sanh).

De retour de Chine, Pol Pot, en sa qualité de secrétaire général du Parti, s'est permis en 1966 de changer de fond en comble le programme politique du Parti, déjà approuvé par le Comité central. Il a affirmé dans le nouveau programme politique que l'ennemi de la révolution kampuchéenne était alors l'impérialisme français et son valet, Sihanouk, et que la tâche de la révolution kampuchéenne

était de renverser Sihanouk et de résister à l'impérialisme français. En application du nouveau programme politique, Pol Pot a déclenché la lutte armée contre Sihanouk et la France au lendemain même de la déclaration du Président De Gaulle de septembre 1966 condamnant la guerre d'agression des EU au Vietnam, exigeant le retrait des troupes américaines de l'Indochine et la neutralisation du Sud-Est asiatique. C'était une menée machiavélique chinoise visant, par Pol Pot interposé, à saper le Front d'union des peuples des trois pays indochinois, à scinder ce front en deux : le front lao-vietnamien contre les EU et le front kampuchéen contre la France.

Tirant parti du mécontentement des paysans impitoyablement exploités et opprimés par les féodaux et les bourgeois, Pol Pot a déclenché une lutte armée au début de 1967 à Battambang, lutte qui allait s'étendre à 11 sur 19 provinces du pays, dans le Nord-Est, l'Ouest et le Nord-Ouest. Le Gouvernement Sihanouk, s'appuyant sur les forces de droite avec à leur tête Lon Nol, a réprimé sauvagement les soulèvements paysans qui allaient tous échouer en 1969. Pendant ce temps, dans les villes, les jeunes et les étudiants, ayant subi l'influence de la pensée de Mao Zedong, se sont soulevés pour faire « la révolution culturelle » à la chinoise ; Sihanouk a réagi violemment, menaçant même de rompre les relations diplomatiques avec Pékin. La politique maoïste

extrémiste de Pol Pot a ainsi fourni une bonne occasion aux éléments d'extrême droite d'obédience américaine d'élargir leur influence dans l'appareil gouvernemental. Les féodaux bureaucrates et militaristes, s'alliant aux bourgeois compradores, ont progressivement conquis la prépondérance dans l'administration. La lune de miel entre Pékin et Sihanouk prit fin. Désormais, Pol Pot allait devenir un instrument de taille entre les mains de Pékin.

2. La Chine jouait la carte Lon Nol, le soutenait dans son refus de laisser la résistance vietnamienne utiliser le territoire kampuchéen pour lutter contre les EU.

Tout en troquant progressivement la carte Sihanouk contre la carte Pol Pot, Pékin a en même temps mis dans son jeu Lon Nol. Ce dernier, d'origine chinoise, policier au service des colonialistes français, avait grimpé tous les échelons de la hiérarchie militaire pour devenir commandant-en-chef des forces armées royales. C'était un pro-américain fieffé. En octobre 1965, invité à faire une visite en Chine en sa qualité de ministre de la Défense nationale pour discuter l'aide militaire chinoise au Kampuchéa, il a été reçu par Mao. Après qu'il eut été promu premier ministre, les dirigeants chinois ont cherché à se l'attacher.

En septembre 1969, il a été à nouveau l'hôte de Pékin, venant assister à la célébration du 20e anniversaire de la fondation de la RPC. Il a été l'objet d'une réception solennelle et a visité à Fujian le tombeau de son grand-père, un Chinois. Il convient de retenir qu'à cette occasion, les dirigeants chinois ont soutenu la décision de Lon Nol d'exiger le retrait des forces armées révolutionnaires sud-vietnamiennes hors des bases qu'elles s'étaient constituées au Kampuchéa pour mener la résistance contre les EU, et la cessation du transport des armements à travers le territoire kampuchéen, transport consenti aux termes d'un accord entre le Gouvernement royal du Kampuchéa, le Front national de libération et le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam. Le 27 septembre 1969, le *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple) de Pékin a publié intégralement le texte de la déclaration de Lon Nol dans lequel on peut lire : « Concernant le Kampuchéa, la grande Chine respecte et fait respecter aux autres notre souveraineté. » Au cours de son entretien du 1er octobre 1969 avec Pham Van Dong, Zhou Enlai a déclaré : « Un problème se pose actuellement, celui de la frontière entre le Vietnam et le Kampuchéa. C'est seulement maintenant que nous en apprenons l'existence. Le mieux est de la régler sans attendre, pour ne pas fournir aux gens des prétextes pour nous attaquer. C'est en con-

sidération du tout qu'on doit envisager la partie. » (Procès-verbal de l'entretien entre les Premiers ministres Pham Van Dong et Zhou Enlai le 1er octobre 1969 à Pékin — Archives du Ministère des A.E. du Vietnam). Voici encore une fourberie des dirigeants chinois. Se servant des réactionnaires kampuchéens, et sous l'étiquette du « respect dû au territoire des autres Etats », ils ont saboté le Front d'union des peuples indochinois contre les EU et fait obstacle à l'aide du peuple kampuchéen à la résistance vietnamienne, amoindrissant l'effet des victoires de la révolution vietnamienne. En fait, ils ont servi les intérêts des EU, qui n'ont eu de cesse de manœuvrer à l'expulsion du Kampuchéa des forces de la résistance vietnamienne.

Les faits qui viennent d'être rappelés prouvent que pendant les années 60, la Chine a joué plusieurs cartes au Kampuchéa et qu'elle s'est servie du Kampuchéa pour circonscrire l'activité du Vietnam.

Troisième Partie

La politique de la Chine envers le Kampuchéa de 1970 à 1975

Vers le début des années 70, les lourdes conséquences de la « révolution culturelle » avaient divisé politiquement la Chine, affaibli son économie de façon désastreuse et provoqué son isolement quasi-complet dans le monde. Pour remettre de la stabilité à l'intérieur du parti et reconstruire le pays, Pékin a proclamé mettre fin à cette aventure. Et, profitant de l'enlisement des EU au Vietnam et de leur désir de s'en sortir, il est passé de l'anti-américanisme exacerbé à une collusion avec les EU pour rétablir la paix au Vietnam dans un sens favorable aux intérêts sino-américains, mais préjudiciable aux intérêts vietnamiens, kampuchéens et lao, et surtout pour mener de pair avec les EU une lutte contre l'URSS et gagner les EU aux fins d'impulser la modernisation de la Chine.

Après l'offensive et les soulèvements du Têt de 1968 du peuple du Sud-Vietnam, le président Lyndon Johnson s'est vu obligé de « désescalader » dans la guerre et de s'asseoir à la table des négociations avec le Vietnam, à Paris, en mai 1968. Au début de 1969, le président Richard Nixon préconisait un élargissement de la guerre, tout en mettant à profit l'expérience française à Genève en 1954 : s'entendre avec la Chine pour terminer la guerre au Vietnam au profit des EU en permettant aux troupes américaines de se retirer de l'Indochine, tout en maintenant à Saigon un gouvernement d'obédience américaine. Pékin en a profité pour amorcer avec Washington la détente, dans son propre intérêt. La concordance entre les desseins américain et chinois a conduit au maquignonage entre la Chine et les EU au sujet de la guerre de résistance des peuples indochinois. L'important pour la Chine était de s'assurer la haute main sur la résistance du peuple vietnamien, ce qui avait échoué depuis l'année 1964. Le coup d'Etat de Lon Nol contre Sihanouk en mars 1970 a permis à la Chine de s'ingérer au Kampuchéa pour circonscrire la résistance vietnamienne et, du même coup, d'avoir en main un atout dans les négociations avec les EU. Le coup d'Etat de Lon Nol se produisit alors que Sihanouk rentrait d'une visite en France via Pékin. L'opinion publique pensait que la Chine allait soutenir Sihanouk contre

Lon Nol, dès son arrivée à la capitale chinoise. Mais la réalité a été tout autre : dans les premières semaines après le coup d'Etat, les dirigeants chinois ont soutenu Lon Nol et conseillé aux Vietnamiens de faire de même et de laisser tomber Sihanouk. « Sihanouk ne dispose d'aucune force, a déclaré le Ministère chinois des Affaires étrangères à l'ambassadeur vietnamien à Pékin. Le Vietnam doit soutenir Lon Nol. Nous recevrons bien Sihanouk mais nous garderons nos contacts avec l'ambassade de Phnom Penh. » A Phnom Penh, l'ambassadeur chinois a donné le même conseil à l'ambassadeur vietnamien. (in « *La Vérité sur les Relations vietnamo-chinoises durant les 30 dernières Années* », du Ministère vietnamien des Affaires étrangères) Mais, devant la volonté inflexible du Vietnam de soutenir la résistance du peuple kampuchéen contre les EU et le fantoche Lon Nol et les premières victoires remportées par les forces patriotiques kampuchéennes sur les troupes américaines, celles de Lon Nol et les mercenaires de Saigon, à partir de fin avril 1970, la Chine s'est vue obligée de donner son soutien au Front d'Union nationale du Kampuchéa (FUNK) et du Gouvernement royal d'Union nationale du Kampuchéa (GRUNK). C'est seulement le 5 mai 1970 que la Chine rompit ses relations diplomatiques avec Lon Nol.

A partir de cette date, Pékin cherchait à avoir la haute main sur la résistance kampu-

chéenne contre les E.U., tant pour disposer d'un atout dans ses négociations avec les derniers que pour obliger le Vietnam à s'aligner sur la Chine, dans les négociations entre Hanoi et Washington. Pékin d'un côté tenait Sihanouk, de l'autre, fit venir Ieng Sary soi-disant pour maintenir la liaison entre Sihanouk et les forces de résistance dans le pays, mais en fait, pour mettre le grappin à la fois sur Sihanouk et Pol Pot. Enfin, Pékin cherchait à couper les ponts entre le FUNK et le GRUNK avec l'URSS et les autres pays socialistes.

En avril 1970, la conférence au sommet des peuples indochinois réunissant trois pays et quatre composantes (Kampuchéa, Laos, Nord Vietnam et Sud Vietnam) s'est tenue pour unir les trois peuples dans leur résistance commune contre les E.U., en vue de conduire celle-ci à la victoire finale. Pékin en avait approuvé l'initiative et avait offert aux participants de se réunir à Guangzhou, en territoire chinois, pour signifier au monde et surtout à Washington que la conférence allait se tenir sous l'égide de la Chine. Mais en 1971, Pékin s'est opposé à la tenue de la 2e conférence du même genre, proposant de réunir cette fois cinq pays et six composantes (les trois pays indochinois et les quatre anciennes composantes, avec en plus la Chine et la RDP de Corée) contre le Japon. L'ahurissant, c'était que la Chine exigea des pays indochinois qu'ils

cessent de s'opposer aux impérialistes américains pour participer au front anti-japonais, alors que la résistance anti-américaine constituait leur seul objectif suprême. Il importe de retenir qu'à ce moment-là, Pékin avait commencé à négocier avec Washington. Le mobile secret chinois a été de s'imposer comme le représentant des parties concernées pour délibérer avec les E.U. sur l'ensemble des problèmes de l'Indochine, de la Corée et de Taiwan. Si à la conférence de Genève de 1954, la Chine s'était entendue avec la France pour dissocier les problèmes vietnamien, kampuchéen et lao, en vue de minimiser les victoires des trois pays indochinois, elle voulait maintenant associer, en un tout, les problèmes de l'Indochine, de la Corée et de Taiwan pour se servir des victoires des pays indochinois comme d'un atout aux fins de marchandages avec les E.U. qui se trouvaient par rapport à elle en position de force. Mais Pékin n'a pu obtenir gain de cause, vu l'opposition du Vietnam et du Laos, seul Pol Pot adondant dans le sens chinois.

Après que les E.U. eurent porté la guerre en territoire kampuchéen en avril 1970 et agressé le Laos en janvier 1971, Pékin a procédé à « la diplomatie du ping-pong » avec Washington en mars 1971. En juillet 1971, Kissinger, conseiller à la sécurité de Nixon, arriva à Pékin, et en février 1972, Nixon lui-même se rendit en visite officielle en R.P.C.

Il en fut résulté une collusion entre les deux pays, le blocus de Haiphong et la reprise des bombardements contre le Nord Vietnam, surtout les bombardements d'une barbarie inouïe de Hanoi, à la Noël de 1972, par les B. 52. Il en fut résulté également des bouleversements dans les rapports internationaux, profitables à la Chine et préjudiciables à la révolution mondiale. Après vingt années de protection des E.U., en octobre 1971, Jiang Jieshi (Tchang Kai-shek) fut exclu de l'ONU. La Chine allait désormais siéger à l'ONU parmi les cinq puissances du Conseil de Sécurité. Une situation stratégique nouvelle a surgi dans le monde: la collusion entre la Chine et les E.U. contre l'URSS a mis fin à une situation qui date de la 2e guerre mondiale: de bipolaire, le monde est devenu tripolaire. Pékin lança la doctrine « des trois mondes » et fit de la Chine le leader du « tiers monde », frayant d'égal à égal avec les E.U. et l'URSS.

Les noirs desseins de Pékin de tirer parti de la résistance des peuples indochinois contre les E.U. pour maquignonner avec ces derniers transparaissaient dans le communiqué conjoint de Shanghai signé au terme de la visite de Nixon en Chine en février 1972. Les deux pays se sont accordés à mettre fin à la guerre d'Indochine au profit des E.U. et au détriment des peuples indochinois; en même temps, la cession de la guerre d'Indochine a été liée au retrait des troupes américaines

hors de Taïwan, dans l'intérêt de la R.P.C. Les deux puissances ont voulu rééditer le coup de Genève de 1954, mais cette fois, Pékin a été incapable de faire pression sur le Vietnam, le Kampuchéa et le Laos pour amener ceux-ci à accepter les conditions sino-américaines. Les Accords de Paris de janvier 1973 signés entre le Vietnam et les E.U. ont provoqué la faillite du plan chinois.

Il importe de souligner que tout au long de la résistance anti-américaine, la bande Pol Pot — Ieng Sary a pratiqué une politique à double face dans ses rapports avec le Vietnam. D'une part, elle feignait la solidarité et l'amitié pour gagner l'aide vietnamienne, surtout au plan militaire. De l'autre, emboîtant le pas à ses maîtres de Pékin, elle propageait dans ses rangs l'idée d'un Vietnam « revisionniste » qui combattait les E.U. tout en négociant avec l'agresseur dans le but de composer avec l'impérialisme et le « revisionnisme » international. Avec ces propos fallacieux, elle a répandu la psychose anti-vietnamienne, faisant considérer le Vietnam comme un « ennemi héréditaire ». Les résolutions de septembre 1970 du Bureau permanent du Parti de Pol Pot appelaient à « rehausser la volonté d'indépendance et combattre la tendance à compter sur l'étranger », visant manifestement à saper les sentiments de solidarité avec le Vietnam parmi les rangs du parti kampuchéen. Par des actes sanglants,

Pol Pot et consorts ont progressivement éliminé des milliers de militants patriotes et communistes kampuchéens ayant collaboré et sympathisant avec la révolution vietnamienne, dont plus de 1.000 cadres et membres du Parti formés au Nord Vietnam et rentrés au pays pour prendre part à la résistance anti-américaine.

La propagande polpotiste tendait à faire accroire que la signature des Accords de Paris constituait de la part du Vietnam un acte de trahison envers le Kampuchéa qui avait été abandonné par son allié. Washington et Pékin étaient alors entrés en collusion et s'étaient mis à conjuguer leurs efforts pour saper la révolution en Indochine. La Chine avait cessé toute aide militaire au Vietnam et s'était mise à créer des obstacles au transport des armements à destination de Hanoi alors que l'aviation américaine, concentrant ses efforts sur le Kampuchéa, faisait bombarder sauvagement les zones libérées par les B. 52 dans l'espoir de sauver de l'effondrement le pouvoir fantoche lonnolien. Les souffrances, ruines et deuils imposés au peuple kampuchéen et à ses forces armées par Pékin et Washington, Pol Pot et consorts les ont tous rejetés sur le compte du Vietnam, accusant ce dernier d'avoir laissé tomber le Kampuchéa qui, les Accords de Paris signés, devait supporter seul tout le fardeau de l'agression américaine. La Chine, de son côté, cherchait aussi à attri-

buer son propre forfait au Vietnam, faisant prendre la trahison chinoise pour une trahison vietnamienne. C'est ainsi que l'esprit chauvin et la psychose anti-vietnamienne ont été allumés et surexcités dans les rangs du parti polpotiste. Dès 1973, Pol Pot et sa bande ont organisé des manifestations exigeant le retrait des volontaires vietnamiens, fait tendre des embuscades à des cadres et des combattants vietnamiens venus aider à la résistance kampuchéenne en accomplissement de leurs obligations internationales, saccager les dépôts, hôpitaux et services de la résistance vietnamienne installés en territoire kampuchéen, massacrer sauvagement des milliers de ressortissants vietnamiens vivant dans les zones libérées du Kampuchéa, soumettant les survivants à un rapatriement forcé...

Contrairement aux allégations fallacieuses de Pol Pot, la situation réelle au Kampuchéa après la signature des Accords de Paris sur le Vietnam a prouvé que ces accords avaient créé des conditions favorables non seulement à la révolution vietnamienne mais encore aux révolutions kampuchéenne et lao en vue de progresser vers la victoire finale.

En effet, les E.U. dans leur guerre d'agression en Indochine, considéraient le Sud Vietnam comme le champ de bataille principal. Ils y concentraient le gros de leurs efforts militaires, y lançant les opérations de destruction et de

massacre les plus barbares. Le bombardement aérien du Kampuchéa puis l'extension de la guerre en territoire kampuchéen, l'agression contre le Laos et la guerre de destruction aéro-navale contre le Nord Vietnam visaient seulement à servir d'adjuvants à la guerre au Sud Vietnam. C'est pourquoi, quand les E.U. défaits devaient signer l'Accord de Paris sur le Vietnam en janvier 1973, ils étaient obligés de retirer toutes leurs troupes des champs de bataille indochinois et de mettre fin à toute participation militaire en Indochine. Le 29 juin 1973, le Congrès américain, ratifiant le projet de loi accordant des aides aux pays étrangers, y a ajouté un amendement important : « Aucun fonds figurant dans la présente loi ne peut être dépensé pour financer directement ou indirectement les opérations américaines sur le territoire, dans l'espace aérien ou au large du Kampuchéa, du Laos, du Nord et du Sud Vietnam. Après le 15 août 1973, aucun fonds déjà accordé par telle loi dans le passé ne peut être consacré à une pareille destination. » (*UPI*, 29 juin 1973)

Le 1er juillet 1973, Nixon a signé cette loi et ordonné la cessation des bombardements au Kampuchéa à partir du 15 août 1973 (*Keesing* 1973, p. 26116). En octobre 1973, les E.U. ont été obligés de retirer leurs troupes et leurs bases militaires de Thaïlande. Sur la partie continentale de l'Asie du Sud-Est, plus aucune ombre d'Américain agresseur. La victoire du Vietnam et des trois pays indochinois et la

défaite américaine ont abattu le moral des valets de l'impérialisme américain au Sud Vietnam, au Kampuchéa et au Laos tout en amenant l'effondrement de la dictature militaire en Thaïlande et la crise des régimes stipendiés pro-américains dans cette région de l'Asie et dans le monde.

Après la signature de l'Accord de Paris sur le Vietnam en janvier 1973, les dirigeants chinois, de connivence avec les EU, ont cherché une solution politique au Kampuchéa en tentant de sceller une union entre Sihanouk, Lon Nol et Son Sann. Déjà en mi-1970, ils avaient arrangé une rencontre des représentants de Sihanouk et de Son Sann à un endroit proche de Hong Kong. Kissinger lui-même a rapporté qu'à la fin de mai 1973, Pékin avait accepté une solution globale pour le problème kampuchéen : les EU cesseront leurs bombardements, Lon Nol quittera le pays, l'armistice sera proclamé, les négociations s'ouvriront entre les représentants de Lon Nol et ceux d'en face. Le 4 juin 1973, Huang Hua, ambassadeur chinois à l'ONU, remit à Kissinger une note l'avisant que Pékin était prêt à transmettre la proposition américaine aux Kampuchéens. Kissinger a compris que ce faisant, la Chine se posait en médiateur dans les pourparlers au sujet du Kampuchéa (Cf. le mémoire de Kissinger et l'article de William Shawcross in *Far Eastern Economic Review* du 18 juin 1982). En

août 1973, Zhou Enlai communiqua aux dirigeants vietnamiens que les E.U., désireux de résoudre le problème kampuchéen, étaient prêts à entamer des pourparlers avec Sihanouk ou son représentant et qu'ils souhaitaient aussi qu'un représentant du FUNK à l'intérieur du pays entre en contact avec le régime de Lon Nol. « A ce moment, dit-il, les E.U. veulent se retirer du Kampuchéa et si nous pouvons rallier à notre cause un certain nombre de personnalités du groupe de Lon Nol, ce ne peut être qu'avantageux pour nous. » (Dossier conservé au Ministère des Affaires étrangères du Vietnam).

Dans un entretien avec Sihanouk le 28 février 1974, Zhou Enlai a fait la même suggestion d'un compromis avec Lon Nol, mais sa manœuvre n'a pas abouti.

Vers la fin de 1974, lorsque les forces de résistance du Kampuchéa sollicitaient de la Chine une aide en armements lourds en vue d'une offensive d'envergure au printemps de 1975, Mao Zédong, dans l'intention d'entraver la victoire totale des trois pays indochinois, leur a conseillé d'entreprendre une guerre de guérilla de longue durée : « Vous avez pratiqué la guérilla depuis cinq ans, persévérez encore cinq ans et appuyez-vous sur vos propres forces ! » (W. Burchett, op. cit.)

Par la suite, escomptant « d'une flèche atteindre trois buts », Pékin a proposé au Vietnam de prêter à Pol Pot ses armements lourds,

le prêt devant être remboursé plus tard par la Chine. Or à ce moment, nous l'avons su, il avait cessé toute aide militaire au Vietnam. En lançant cette proposition, il entendait en premier lieu susciter des difficultés à la résistance vietnamienne qui faisait des préparatifs pour sa propre grande offensive du printemps de 1975. En second lieu, si le prêt était refusé, Pékin en tirerait prétexte pour diviser le Kampuchéa et le Vietnam. En troisième lieu, si ce dernier consentait le prêt à propos des armes qui tomberaient entre les mains des E.U., Pékin aurait beau jeu de dire qu'elles étaient de provenance vietnamienne et non chinoise et la collusion entre la Chine et les E.U. n'en souffrirait pas.

Mais contrairement aux calculs odieux de Pékin, le Vietnam a généreusement aidé le Kampuchéa en pièces lourdes et légères, avec des artilleurs pour les manœuvrer, ce qui a rendu possible l'offensive contre Phnom Penh, laquelle allait libérer la capitale kampuchéenne le 17 avril 1975.

La victoire complète du Kampuchéa et la libération de Phnom Penh sont due à l'héroïsme et aux sacrifices du peuple et des forces armées du Kampuchéa, à l'aide dévouée des frères d'armes vietnamiens, et à la coordination harmonieuse des trois champs de bataille kampuchéen, vietnamien et lao et directement aux succès apportés par l'Accord de Paris sur le Vietnam signé en janvier 1973.

La victoire historique du peuple kampuchéen et les victoires totales des peuples vietnamien et lao qui l'ont suivie de près ont déjoué tous les calculs de Pékin et condamné à l'échec la collusion sino-américaine contre les trois pays indochinois.

Ainsi, en dépit des intrigues machiavéliques des dirigeants de Pékin, qui ont cherché pendant un quart de siècle à contenir la résistance anti-colonialiste et anti-impérialiste des peuples vietnamien, kampuchéen et lao et à l'exploiter au profit de leur stratégie, les peuples indochinois ont remporté une victoire complète, ouvrant une ère nouvelle aux révolutions des trois pays.

Quatrième Partie

La politique de la Chine envers le Kampuchéa d'avril 1975 à fin 1977

La victoire historique du Kampuchéa, du Vietnam et du Laos et le grand échec des Etats-Unis en Indochine ont plongé l'impérialisme américain et son néo-colonialisme dans une crise profonde. Affaiblis dans le monde, les E.U. ont dû retirer leurs troupes de l'Indochine et de la Thaïlande et déclarer les retirer progressivement de la Corée. La crise économique américaine et celle du pétrole ont entraîné le monde capitaliste dans une crise économique sérieuse et prolongée. Alors que les E.U. s'enlisaient dans la guerre du Vietnam et la Chine dans la « révolution culturelle », les trois courants révolutionnaires se développaient avec une vigueur sans précédent, l'Union Soviétique renforçait son économie et sa défense nationale, atteignant la parité en armements stratégiques avec les E.U., réalisant la

détente militaire en Europe, et déployant des efforts pour renforcer la paix et la sécurité en Asie.

La victoire historique des trois pays indo-chinois constituait non seulement la plus grande défaite de l'impérialisme américain, mais encore un amer échec pour les dirigeants de Pékin. Partant de leurs intérêts nationaux égoïstes et de leur ambition expansionniste et hégémoniste, ces derniers avaient toujours considéré les trois pays indo-chinois comme un objectif de leur expansion, un instrument de leur stratégie. Mais la victoire des pays indo-chinois a mis en échec le dessein de Pékin de mener des tractations avec Washington au prix du sang des peuples kampuchéen, vietnamien et lao et d'entrer en collusion avec celui-ci pour combattre l'Union Soviétique et la révolution mondiale à des fins expansionnistes. En même temps, par suite de cette victoire et de la collusion Pékin — Washington contre l'URSS et la révolution mondiale, les partis maoïstes en Asie du Sud-Est qui gravitaient dans l'orbite de Pékin se sont vus précipités dans une profonde crise de ligne politique.

Avec leur victoire complète de 1975, les peuples kampuchéen, vietnamien et lao ont, pour la première fois après 30 années de lutte héroïque, conquis une indépendance totale. Les peuples des trois pays indo-chinois, qui avaient eu une longue tradition de solidarité dans la

lutte contre l'ennemi commun, se sont trouvés maintenant dans de meilleures conditions pour resserrer leur solidarité et coopérer pour la reconstruction nationale et la sauvegarde de l'indépendance de chaque pays. Plusieurs pays de l'ASEAN, la Thaïlande notamment, qui s'étaient appuyés sur les E.U. pour exister et qui s'étaient ligüés avec eux et les administrations pro-américaines en Indochine contre les peuples indochinois, sont tombés dans une crise de stratégie et ont dû pas à pas s'engager dans la voie de la coexistence pacifique avec ces derniers. Or, les trois pays indochinois totalement indépendants et solidaires et une Asie du Sud-Est vivant dans la paix et la coopération constituent aux yeux de Pékin le plus grand obstacle aux ambitions expansionnistes et hégémonistes chinoises dans cette région.

Après dix années de crise générale due à la « grande révolution culturelle », notamment après la mort de Mao Zedong et la chute de la « bande des quatre », la Chine se trouvait au bord de l'effondrement économique et plongée dans une grave crise politique. Les autorités chinoises étaient placées devant la nécessité urgente de stabiliser leur organisation interne et de renflouer leur économie. En 1975, elles lancèrent le programme des « quatre modernisations », impulsèrent leur alliance avec les E.U. et le Japon en Asie et dans le monde contre l'URSS, visant à gagner les capitaux et les tech-

nologies américains, japonais et d'autres pays occidentaux indispensables à la réalisation de ce programme ambitieux.

Mais, pour Pékin, provoquer un conflit direct avec Moscou pour fonder une alliance avec les E.U. et le Japon conduirait à une confrontation militaire avec l'Union Soviétique, extrêmement dangereuse pour la Chine. C'est du moins l'enseignement que les Chinois ont tiré du conflit qu'ils avaient déclenché à la frontière sino-soviétique en mars 1969. C'est pourquoi, à partir de 1975, ils ont pris le problème de l'Asie du Sud-Est comme base de l'alliance entre la Chine, les E.U. et le Japon contre l'URSS. Chose la moins dangereuse pour eux, d'autant que la Chine dispose dans l'Asie du Sud-Est le plus de possibilités et de conditions pour réaliser leur dessein. De leur côté, après le retrait forcé des Américains de l'Indochine et dans la situation de crise des pays de l'ASEAN, les E.U., le Japon et l'Occident avaient besoin d'une force réactionnaire susceptible de remplacer les Américains et de défendre les intérêts des pays impérialistes et des réactionnaires dans le reste du Sud-Est asiatique. Pendant ce temps, pour réaliser leur ambition expansionniste et hégémoniste en Asie du Sud-Est, et comme ils étaient encore faibles sous maints rapports, les Chinois espéraient s'appuyer sur l'impérialisme pour arrêter le développement de la révolution, affaiblir les trois pays indochinois et peu à peu « combler le vide » dans

cette région. Il est évident que les intérêts de la Chine et ceux des E.U. et du Japon se recoupent en Asie du Sud-Est.

Pékin a, depuis 1975, inventé le « danger de la menace de l'URSS et du Vietnam » vis-à-vis de la Chine et des pays de l'ASEAN. Il s'est employé à gagner ces derniers à sa cause, à les empêcher de s'engager dans la voie de la coexistence pacifique avec les pays indochinois, à contraindre les partis maoïstes en Asie du Sud-Est à cesser temporairement leur lutte armée pour composer avec les administrations concernées contre l'URSS, le Vietnam et la révolution des trois pays indochinois.

En Indochine, après que le peuple vietnamien eut libéré le Sud et réuni le pays, Pékin a eu recours, à visage couvert au début, puis ouvertement, à toutes les manœuvres politiques, militaires, économiques et diplomatiques pour affaiblir la République socialiste du Vietnam. Il a sapé la construction pacifique du peuple lao et cherché par tous les moyens à forcer la République démocratique populaire lao à s'engager dans son orbite. En particulier, immédiatement après la libération du Kampuchéa en avril 1975, il s'est employé à mettre le grappin sur la bande de Pol Pot, l'atout qu'il avait entretenu depuis 1960 et qu'il utilisait maintenant au service de ses noirs desseins en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. Pékin s'est efforcé, par des procédés raffinés et machiavéliques, de mettre à profit l'idéo-

logie réactionnaire de Pol Pot et la contradiction entre l'ambition personnelle démesurée de celui-ci et ses capacités limitées pour le réduire, lui et sa bande, à une dépendance totale vis-à-vis de la Chine. Adorateur fervent de Mao, grand admirateur de la « commune populaire », de la « révolution culturelle » et de la thèse maoïste du « vieux Yugong déplaçant les montagnes », Pol Pot préconisait la mise en œuvre immédiate d'une « révolution radicale », d'effacer sur-le-champ la différence entre la ville et la campagne, entre riches et pauvres et, conséquemment, de chasser les populations urbaines vers les campagnes pour les astreindre aux travaux forcés dans l'agriculture. La bande de Pol Pot rompit et refusa toutes relations et toute coopération avec l'étranger. La politique « gauchiste » qu'elle poursuivait a tôt fait d'acculer le Kampuchéa à une situation intérieure extrêmement difficile à tout point de vue et à l'isolement vis-à-vis du monde extérieur. Il s'ensuivait nécessairement que le Kampuchéa devait s'appuyer totalement sur la Chine pour devenir l'instrument essentiel de la politique chinoise en Asie du Sud-Est : diviser le bloc d'union des trois pays indochinois, transformer le Kampuchéa en une base de départ pour subjuguier et annexer le Vietnam et l'ensemble de la péninsule indochinoise et, en même temps, jeter la base de l'alliance entre la Chine d'une part et de l'autre les EU, le Japon et l'ASEAN contre l'URSS et le Vietnam, en vue de servir

son programme des « quatre modernisations ». Il s'agissait là aussi d'un pas effectué par Pékin dans la réalisation de ses visées à longue échéance d'hégémonie et d'expansion dans cette partie du globe.

1. Pékin s'employait à encourager et à soutenir la politique démentielle de la clique de Pol Pot afin de faire de ce dernier son homme de main zélé.

a) Pékin tirait parti de l'idéologie réactionnaire de Pol Pot et de sa volonté de s'imposer en leader ainsi que de la contradiction entre son ambition personnelle démesurée et ses capacités très limitées pour contraindre progressivement celui-ci à dépendre de la Chine.

Déjà pendant leur séjour en France, alors qu'ils faisaient parti du groupe des « Etudiants communistes Khmers », Pol Pot et Ieng Sary avaient fondé le « Bureau Politique », nourrissant l'ambition de conquérir la direction de la révolution kampuchéenne. Ils pratiquaient le culte de Mao Zedong et se faisaient chantres de la pensée de Mao. Rentré au pays vers la fin de 1953, Pol Pot recherchait l'adhésion au Parti démocrate, un parti bourgeois rassemblant les intellectuels et les hauts fonctionnaires de Sihanouk, mais cette adhésion lui fut refusée.

Il cherchait par la suite à se tailler une place au sein du Front Issarak dirigé par le Président Son Ngoc Minh avant de devenir membre du Parti populaire révolutionnaire. Après la signature des Accords de Genève de 1954, le Parti se heurtait à d'innombrables difficultés nées du passage de la guerre à la paix et des activités en milieu rural aux activités dans les villes. Saisissant cette occasion, Pol Pot et Ieng Sary, qui travaillaient au Bureau municipal du Parti à Phnom Penh, faisaient de leur mieux pour se forger un prestige et une influence personnelle et, progressivement, aiguillaient le Parti dans une tendance déviationniste. Après le IIe Congrès du Parti, Pol Pot se voyait chargé du travail de rectification idéologique et de la consolidation de l'organisation du sommet à la base. Sous l'enseigne de la révolution et du socialisme, lui et sa bande tendaient leurs efforts à exciter le chauvinisme extrémiste auprès d'un certain nombre de cadres et de membres du Parti et à rassembler autour d'eux des gens à leur dévotion aux fins d'affermir leurs positions dans la direction du Parti. Dans l'appareil du Parti à l'échelon central, les éléments opportunistes et maoïstes s'emparaient peu à peu des postes-clés. Le Parti populaire révolutionnaire eut tôt fait de dégénérer. Dès le milieu des années 60, après l'entretien accordé à Pol Pot et les louanges faites à son adresse par Mao Zedong, la Chine s'est mise à tenir sous sa tutelle le futur dictateur kam-

puchéen, à l'aider à édifier ses propres forces en éliminant progressivement les forces révolutionnaires authentiques et à prendre en main la direction de la lutte révolutionnaire du peuple kampuchéen.

La victoire de 1975 qui amena la libération totale du Kampuchéa n'a fait qu'aiguillonner les ambitions personnelles de Pot Pot. S'étant assuré une direction sans partage du Parti et du pouvoir, ce dernier entendait devenir le chef de « la révolution la plus radicale qui ait jamais été dans l'histoire de l'humanité » (Revue *Le Drapeau révolutionnaire*, organe du parti de Pol Pot, N° 7 — 1975, document saisi à Ta Sanh). Emboitant le pas à Pékin, Pol Pot et sa clique déclenchèrent la lutte à la fois contre l'impérialisme et le « révisionnisme » et, à l'instar de Lon Nol, rêvaient de rentrer en possession du territoire de l'ancien Royaume d'Angkor.

Mais, tout comme leurs maîtres de Pékin, les polpotistes étaient mus par des ambitions démesurées alors que leurs capacités s'avéraient limitées. Leurs forces militaires et politiques ainsi que leur potentiel économique et financier étaient loin de leur permettre de les réaliser. Tout le monde sait que, après avoir accaparé la direction de la révolution kampuchéenne, Pol Pot, entre 1967 et 1969, se conformant à la ligne préconisée par Pékin, a mené la lutte armée contre les Français, contrairement aux intérêts

d'alors du peuple kampuchéen et des peuples des trois pays indochinois, lesquels recommandaient de conjuguer les forces pour résister aux Américains ; il a essuyé un grave échec tant militaire que politique, ses bases étaient soumises à la terreur et ses forces, désagrégées. A peine sorti de ce faux pas, les forces militaires et politiques non encore restaurées, il a dû faire face au coup d'Etat de Lon Nol de mars 1970 et par la suite, à l'agression américaine contre le Kampuchéa. Au cours des années 1970 et 1971, grâce à l'aide efficace apportée par les volontaires vietnamiens, les forces polpotistes ont brisé les deux offensives Chenla I (décembre 1970) et Chenla II (décembre 1971) lancées par les troupes fantoches, créant une situation extrêmement favorable à la révolution et extrêmement défavorable au régime de Lon Nol. Au cours des trois années suivantes, l'administration fantoche lonnolienne ne cessait de s'affaiblir et les polpotistes gagnaient du temps en concentrant leurs efforts pour bâtir leurs forces militaires ; mais, au plan politique, ils devaient toujours se tapir à l'ombre du drapeau du Front et du Gouvernement d'union nationale pour le salut du Kampuchéa dans leurs relations avec l'extérieur, alors que dans le pays, ils continuaient à s'appuyer sur l'influence exercée par les révolutionnaires authentiques pour diviser la lutte contre les Américains et la clique de Lon Nol. Après la signature en janvier 1973 de l'Accord de Paris

sur le Vietnam, les Américains ont dû retirer leurs troupes de l'Indochine, les administrations fantoches au Sud Vietnam, au Laos et au Kampuchéa s'affaiblissaient et les forces de Lon Nol commençaient à se désagréger. Dans ces conditions propices, au début de 1975, parallèlement à la puissante offensive généralisée des forces patriotiques au Vietnam, celles du Kampuchéa menaient l'offensive générale contre le dernier repaire de Lon Nol. Une fois de plus, grâce à l'aide apportée par le Vietnam, le 17 avril 1975, Phnom Penh et tout le Kampuchéa ont été libérés. La réalité a montré que la clique de Pol Pot, bien qu'elle se fût emparée de la direction du Parti, se trouvait dépourvue de bases politiques dans le pays, surtout dans les villes, alors qu'au sein du Parti, elle se heurtait à une forte opposition de la part des révolutionnaires authentiques. C'était seulement en septembre 1977, après avoir réprimé les forces d'opposition par un épouvantable transfert de la population, qu'elle a osé donner une existence publique à leur parti soi-disant communiste. Dans une telle situation, où leurs forces sous tous les rapports étaient déficientes, les polpotistes, pour réaliser leur ambition de « restaurer le territoire » de l'époque d'Angkor et édifier en mieux le Kampuchéa par rapport à cette époque, ont suivi la voie de la contrainte et de la répression à l'intérieur et, à l'extérieur, se sont totalement appuyés sur Pékin.

L'ambition personnelle de Pol Pot, son fanatisme, sa volonté de s'imposer en leader et son idéologie réactionnaire cadraient parfaitement avec le maoïsme dont le noyau est le chauvinisme de grande puissance pan-Han.

Faisant l'apologie du « Parti communiste du Kampuchéa » dont la direction avait été accaparée par Pol Pot et sa clique, les dirigeants chinois déclaraient que c'était « un parti marxiste-léniniste authentique et indomptable » et que le Kampuchéa de Pol Pot « se dresse majestueux en Orient, avec un visage entièrement nouveau ». (*Renmin Ribao* du 18 avril 1975)

En aiguillonnant l'ultrachauvinisme de la clique de Pol Pot, les dirigeants chinois entendaient pousser celle-ci à mener jusqu'au bout sa « révolution la plus radicale », dans l'esprit de « compter sur ses propres forces », totalement en opposition avec l'URSS et les pays socialistes. Par ailleurs, tirant parti de l'ambition démesurée et des capacités très limitées de Pol Pot et consorts, Pékin cherchait par tous les moyens à s'assurer le monopole de l'aide matérielle à leur profit pour les forcer à dépendre de la Chine, s'employant à les empêcher de nouer des rapports avec l'URSS et d'autres pays et de bénéficier de leur aide. Au cours de l'entretien à Pékin avec Pol Pot le 24 juin 1975, Gu Mu, vice-premier ministre chinois, a dit : « Recevoir l'aide de l'URSS ne sert qu'à lui assurer le monopole ; cette aide est peu efficace, lente, de qualité médiocre et

中华人民共和国政府和民主柬埔寨
政府关于中国向柬埔寨无偿提供
军事装备器材的协定

中华人民共和国政府和民主柬埔寨政府，为进一步增
进中、柬两国政府、两国人民和军队之间的友好合作关
系，加强柬埔寨国防力量，以维护民族独立、反对外来侵
略和平沙，双方本着互相支持、互相援助的精神，经过诚
挚友好协商，就中国向柬埔寨无偿提供军事装备器材问
题，达成协定如下：

第 一 条

中华人民共和国政府同意向民主柬埔寨政府无偿提供
组建以下部队需要的各种主要装备：

(一) 陆 军

1. 炮兵团三个，高炮营一个。共编配85毫米加农炮
三十六门，122毫米榴弹炮三十六门，130毫米加农炮三十

Texte de l'accord d'aide militaire de la R.P. de Chine
au « Kampuchéa démocratique » conclu en 1976.

occasionne des frais élevés. » (Document saisi à Ta Sanh). Quant à Pol Pot, il a déclaré « compter sur ses propres forces sous tous les rapports, ne pas s'appuyer sur l'aide étrangère. » (Document de Pol Pot de novembre 1975 destiné à être appris par les cadres supérieurs et secondaires) En réalité, il s'est appuyé totalement sur l'aide accordée par la Chine, comme soutien unique.

De 1975 à 1978, Pékin diminuait notablement son aide aux pays en voie de développement, cessant totalement celle au Vietnam et au Laos ; mais il renforçait son assistance à Pol Pot qui représentait plus de la moitié de l'aide chinoise à l'étranger. Lors de la visite de Khieu Samphan en Chine en août 1975, il lui accorda une aide économique et militaire non remboursable d'un milliard de dollars US en cinq ans. (AFP, de Tokyo, 13 septembre 1975) Pékin a encore envoyé plus de 20.000 conseillers au Kampuchéa. Il a aidé Pol Pot à mettre sur pied en 1978 une armée de 23 divisions, comprenant des forces navales, terrestres et aériennes totalement équipées avec des armes et du matériel chinois et dépassant de loin les capacités économiques et les besoins de la défense du Kampuchéa.

b) Pékin encourageait la clique de Pol Pot à détruire toute structure sociale du Kampuchéa pour bâtir un modèle social conforme à la pensée maoïste.

Immédiatement après la libération du Kampuchéa en avril 1975, la clique de Pol Pot a appliqué une politique étrange : abolir les villes, la famille, les marchés, la monnaie, les écoles, les pagodes, les hôpitaux, massacrer les intellectuels, les bonzes, les révolutionnaires authentiques et même les simples habitants.

L'histoire de l'humanité n'a jamais été témoin d'un transfert de population aussi gigantesque : les polpotistes ont expulsé des millions de personnes de Phnom Penh, comme des autres villes et chefs-lieux du Kampuchéa. A la campagne, ayant supprimé les organisations de base dans les villages, ils ont procédé de même à un gigantesque brassage de la population, chassant celle de l'Est à l'Ouest et vice versa. La vie normale du peuple dans tout le pays était bouleversée.

Pol Pot et consorts ont justifié leur politique en déclarant qu'ils « n'ont pas suffisamment de vivres pour nourrir les habitants des villes » et qu'ils entendaient « éviter une résistance des valets de l'impérialisme. » (Réponse de Ieng Sary au journal yougoslave *Politika* du 19 mars 1978). Une chose est claire : n'ayant jamais pu jeter leurs bases politiques dans les villes et chefs-lieux du Kampuchéa, bien qu'un mouvement de soutien à la résistance anti-américaine y eût rassemblé de larges couches populaires, les polpotistes ne disposaient d'aucune force sur place pour les aider à bien tenir en main les masses citadines au moment de la libération.

Même dans les régions rurales sous leur contrôle, des révoltes paysannes avaient éclaté par suite de l'enrôlement forcé dans les coopératives agricoles *sahakâr*, de l'abolition de la monnaie et des marchés et de la destruction des pagodes dans le cadre d'une politique mise en œuvre dès 1973. Avec l'effroyable brassage de la population qu'ils engendraient, Pol Pot et sa clique espéraient pouvoir liquider toutes possibilités d'opposition et briser tout le réseau d'organisations laissé par les EU et l'administration fantoche lonnolienne. Cela apparaît clairement dans ce passage d'une résolution de Pol Pot : « Le transfert de la population est la ligne la plus importante après le 17 avril 1975. Ce faisant, nous anéantissons toutes forces d'opposition et nous nous rendons maîtres du pays à 100%. Les citoyens dispersés dans les campagnes seront dominés par les couches fondamentales et les *sahakâr* (les coopératives), ils deviendront tous des paysans. » (Procès-verbal de la conférence de l'organisme 870, pseudonyme du Secrétariat du Parti de Pol Pot, le 15 octobre 1975)

Alors que l'opinion partout dans le monde était épouvantée par cet acte cruel de Pol Pot qui brisait des centaines de milliers de familles kampuchéennes et condamnait des millions de Kampuchéens à vivre dans la séparation, à endurer la faim et les maladies, les dirigeants chinois étaient les seuls à approuver et encourager Pol Pot et compagnie. Recevant Pol Pot

au cours d'une visite secrète que celui-ci effectuait à Pékin en juillet 1975, Mao Zedong lui a dit ces paroles élogieuses : « Vous venez, camarades, de remporter une victoire éclatante ; un seul coup et il n'y a plus de classes. » (Procès-verbal cité)

Parallèlement au brassage de la population dans tout le pays, Pol Pot a, à partir de 1975, détruit radicalement tout ordre social au Kampuchéa par des mesures extrêmement brutales. Il a aboli les religions, fait raser pagodes et églises. En recevant un journaliste yougoslave, Yun Yat, ministre de la Culture du « Kampuchéa démocratique », a déclaré : « Le bouddhisme est un instrument d'exploitation, aussi est-il impossible de prolonger son existence au Kampuchéa. » Dans cette optique, les polpotistes ont détruit 1.968 pagodes, fait périr 25.167 bonzes. Supprimant l'éducation et l'assistance médicale, ils ont fait retourner le Kampuchéa à l'époque où sévissaient l'obscurantisme et les maladies. Ils ont détruit 5.857 écoles, 769 instituts de recherche, hôpitaux et laboratoires. (Ces données ont été publiées le 15 août 1983, au cours de la Ve session de la 1ère législature de l'Assemblée nationale de la RP du Kampuchéa). Leur politique d'extermination visait encore à briser l'organisation familiale, cellule de toute société, contraignant les parents, époux, enfants à vivre séparés, les jeunes, garçons et filles, étaient privés de leurs

droits légitimes, y compris le droit au bonheur personnel.

Simultanément à ces actes brutaux visant à abolir tout ordre de la société kampuchéenne, les polpotistes ont fait grand tapage autour de l'édification d'une société de leur rêve, que leur propagande qualifiait être « de la plus grande propreté » et affirmait comme « relevant de la plus grande merveille ». Tirant parti de cette folie des dirigeants polpotistes, Mao Zedong, en recevant Pol Pot en visite secrète en Chine en mai 1975, lui a dit : « Les communes rurales dans tout le pays englobant les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure, c'est notre avenir ». Et : « Alors que la Chine fait un pas, les camarades kampuchéens en font deux. » (Procès-verbal de la conférence citée) Effectivement, Pol Pot, de retour dans le pays, a retransmis ces instructions aux organisations de son parti : « Nous devons organiser notre société dans le sens des communes populaires. » (Procès-verbal cité) A partir de ce jour, les polpotistes se sont mis à instaurer en séries des « communes populaires », les considérant comme leurs seules bases sociales. C'étaient là en réalité des camps de concentration travestis où les Kampuchéens de toutes les couches sociales étaient transformés en esclaves grugés jusqu'à la moëlle, surmenés jusqu'à l'épuisement, privés de tout droit, même de celui de vivre.

Alors que l'humanité indignée condamnait les horreurs commises dans les « communes » du type chinois au Kampuchéa, les dirigeants chinois n'ont pas tari d'éloges à leur propos. Au cours de sa visite au « Kampuchéa démocratique » en décembre 1977, le vice-premier ministre chinois Chen Ronggui, après avoir vu de ses propres yeux les communes des polpotistes, a félicité ces derniers d'avoir « osé transformer l'ancienne société avec un courage merveilleux, abréger les délais, ce que n'ont jamais pu faire nos prédécesseurs ». (Radio « Kampuchéa démocratique », 16 décembre 1978) Recevant Pol Pot à Pékin le 28 septembre 1977, le premier ministre chinois Hua Guofeng le congratula : « Vous êtes, camarades, excellents non seulement pour détruire le monde ancien, mais encore pour bâtir le monde nouveau. »

c) Pékin encourageait Pol Pot et sa clique à appliquer la politique de génocide à l'instar de la « révolution culturelle » chinoise.

Les politiques criminelles de Pol Pot et compagnie ont provoqué une forte opposition des couches populaires. Dès 1973, avec les soulèvements de Koh Kong et de Ratanakiri, la lutte du peuple kampuchéen contre les polpotistes a éclaté dans les zones sous leur contrôle même. A partir de 1975, le mouvement gagnait en ampleur pour s'étendre à de nombreux endroits.

C'est dans ce contexte qu'en mai 1975, Pol Pot s'est rendu à Pékin pour des entretiens secrets avec la direction chinoise. Dès son retour au pays, il déclencha une campagne d'épuration sanglante. Le mouvement de lutte du peuple, gagnant en intensité, se développait en soulèvements de grande envergure, avec la participation des militaires et des masses : soulèvements de la population de Chamcar Luong en mars 1976, de Siem Reap en avril 1976, insurrection armée en janvier 1977 de la population au Nord de Siem Reap et de Battambang avec l'action coordonnée de la Division N° 1 chargée de la défense de Phnom Penh... Typique fut le grand soulèvement en mai 1978 des troupes et de la population des provinces de Kompong Cham, Prey Veng, Svay Rieng... relevant de la zone militaire de l'Est, sous la direction des camarades Heng Samrin, Chea Sim... Vers le milieu de 1978, les soulèvements populaires et les mutineries dirigés par les forces révolutionnaires et patriotiques authentiques se répandaient rapidement pour devenir un mouvement intégré et organisé dans l'ensemble du pays. Les polpotistes ont réprimé sans merci les soulèvements et mutineries, éliminé toute force d'opposition ; plus ils essayaient des échecs, plus ils se montraient agressifs et cruels, massacrant sans pitié, précipitant toute la nation khmère dans un génocide sans précédent dans l'histoire.

A l'instar de Mao Zedong qui disait : « Si la moitié de l'humanité périssait dans la guerre, cela n'aurait aucun sens » (au 11e Plénum du Comité central du P.C.C., en août 1958), Pol Pot a déclaré : « Même s'il devait perdre un million d'hommes, notre Parti ne le regretterait pas, il faut qu'il soit fort » ; « Même s'il ne restait plus que deux millions de Kampuchéens, nous pourrions toujours reconstruire le pays ». (Directive ultra confidentielle de l'organisme 870). Le bureau de l'organisme 870 écrit dans sa directive du 4 avril 1977 : « Chaque commission, chaque branche doit prendre l'initiative au sein de son organisme pour l'épurer, en faisant la chasse à l'ennemi ». Dans la résolution du 17 juillet 1977 de la zone militaire de l'Est, il est écrit : « Nous estimons que si un district est réactionnaire, les communes qui en font partie le sont aussi, si une commune est réactionnaire, les villages qui le composent le sont également, cela s'interpénètre ; vis-à-vis des éléments indésirables, il faut les éliminer catégoriquement ». Avec des directives aussi brutales, les polpotistes ont fait périr des centaines de milliers de cadres et de membres du Parti dans l'appareil du Parti même et dans l'armée. Il résulte d'une synthèse des documents recueillis dans les prisons du Kampuchéa par les forces armées révolutionnaires que, de mai 1975 à début 1978, ils ont liquidé 4 membres du Comité central du Parti, 79 secrétaires et

membres des comités du Parti à l'échelon zonal, 67 secrétaires et membres de comités du Parti à l'échelon régional, 88 secrétaires de comités du Parti fonctionnant dans les différents commissions, branches, ministères... Parmi eux se trouvaient des dirigeants de haut rang comme Hu Nim, ministre de l'Information, Hou Yuon, ministre de l'Intérieur, Non Suon, alias Chey Suon, ministre de l'Agriculture, etc. Dans l'armée, les polpotistes cherchaient à liquider des unités entières suspectées d'opposition, voire des divisions entières comme les divisions 200, 290, 3, 4, 5... En juillet 1978, Pol Pot en personne a pris en main l'épuration de la zone militaire de l'Est. Lui-même allait reconnaître au cours d'un entretien avec les dirigeants du Parti communiste (maoïste) de Thaïlande, au cours de la même année : « Après avoir éliminé 4 à 50.000 personnes, notre parti se sent allégé, l'action ayant réussi à 90% ; maintenant l'échelon central est absolument pur et il en est de même des échelons zone et région. »

Emboitant le pas à Mao Zedong, l'auteur de la « révolution culturelle » chinoise, les polpotistes prenaient les intellectuels pour des réactionnaires et des criminels et considéraient leur élimination physique comme une politique d'Etat, s'acharnant surtout contre les enseignants, les étudiants, les élèves... Loin d'avoir confiance en eux, ils les soupçonnaient d'être des hommes de l'ancien régime ou des

agents de la CIA ; ils craignaient que les éléments instruits, leur savoir aidant, ne se révoltent contre leur politique ultra-réactionnaire. Ils préconisaient de « ne pas utiliser les intellectuels (médecins, ingénieurs, enseignants) qui, si nous les utilisons, s'introduiront en profondeur dans notre appareil et ce sera très dangereux » (*in* Directives du Comité du Parti de la Zone de l'Est — Document saisi à Ta Sanh). Aussi, les ont-ils massacré impitoyablement. D'après les plus récentes données d'une enquête menées dans tout le pays, presque tous les intellectuels ont été tués sous Pol Pot : 594 docteurs en médecine et pharmaciens, 675 professeurs, 18.000 instituteurs, 10.550 étudiants et collégiens, 191 journalistes, 1.120 artistes. (Message du 13 septembre 1983 de 300 représentants d'ouvriers, d'intellectuels et de religieux kampuchéens aux peuples du monde). Plus d'un demi-million d'enseignants, d'étudiants et d'écoliers ont été tués.

Les polpotistes tuaient jusqu'aux simples habitants qui ne s'étaient pas résignés à être des esclaves dans leurs « communes rurales ». Les massacres se sont déroulés partout dans le pays. De Svay Rieng à Battambang, de Stung Treng à Kompong Som, il n'est point de localité qui n'ait ses charniers.

Il importe de souligner que tous ces massacres extrêmement sauvages se sont passés en la présence des 20.000 conseillers chinois. Des



Le génocide de Pol Pot encouragé et soutenu par les expansionnistes et hégémonistes de Pékin.

témoins à la barre du Tribunal international de Phnom Penh jugeant les criminels Pol Pot et Ieng Sary ont déposé au cours de la séance du 15 août 1979 que « les conseillers chinois étaient présents aux lieux de massacre ». La prison de Tuol Sleng à Phnom Penh garde encore des preuves matérielles attestant la participation des Chinois aux crimes des polpotistes comme les menottes en fer, gros cadenas, haches, cognées, instruments de torture portant tous le label chinois. Lors de la visite en Chine de Pol Pot en septembre 1977, Hua Guofeng, alors président du Parti communiste chinois, lui a dit : « Le peuple kampuchéen a brisé la subversion et le sabotage de l'ennemi intérieur et extérieur ». Nul doute que ce que Hua Guofeng appelait « l'ennemi intérieur et extérieur » était les forces révolutionnaires kampuchéennes authentiques, les Khmers innocents que les polpotistes massacraient sans pitié.

Ainsi, d'avril 1975 à début 1978, à l'incitation des dirigeants chinois et avec leur soutien, il s'est déroulé sur la terre d'Angkor un génocide sans précédent dans l'histoire de l'humanité. De même que la « révolution culturelle » menée en Chine pendant dix ans avait frappé 100 millions de personnes (*Jiefang*, ou Libération, quotidien de Shanghai, du 18 septembre 1979), causant 20 millions de morts (d'après Miriam et Taling Lee, *Wall Street Journal*, 15 août 1983), le génocide perpétré au Kampuchéa

par Pol Pot et sa clique a fait 3.314.708 morts, 141.848 infirmes, 200.000 orphelins... (Données publiées à la Ve Session de la 1ère législature de l'Assemblée nationale de la RP du Kampuchéa le 15 août 1983). Près de la moitié de la population kampuchéenne a été massacrée, le pourcentage le plus élevé dans l'histoire des peuples¹. Avec ce génocide, non seulement les fondements actuels de la société kampuchéenne ont été détruits, mais même les potentialités du pays et de la nation se sont trouvées sérieusement ruinées. C'est un crime de la clique de Pol Pot et des dirigeants chinois non seulement vis-à-vis du peuple kampuchéen mais encore un crime contre l'humanité.

2. Pékin encourageait et poussait la clique de Pol Pot à poursuivre une politique extérieure ultra réactionnaire qui isolait totalement le Kampuchéa du monde extérieur.

Avec son chauvinisme exacerbé et sa volonté de s'imposer en leader du peuple kampuchéen, parallèlement à la poursuite d'une

1. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne avait le plus fort pourcentage de morts par rapport au chiffre de sa population dans le monde. Ce n'était pourtant que le cinquième de sa population totale.

politique intérieure étrange et extrémiste, Pol Pot caressait encore l'ambition d'être à la tête d'« une révolution la plus radicale servant d'exemple à la révolution dans le Sud-Est asiatique », combattant à la fois l'impérialisme et le « révisionnisme ». Tirant parti de cette ambition démesurée de Pol Pot, les dirigeants se sont employés à l'encourager à poursuivre une politique extérieure ultra-réactionnaire, aiguillonnant sa haine raciale, le poussant dans la voie hostile à l'URSS, au Vietnam et autres pays socialistes, à provoquer la tension avec les pays voisins, à fermer les portes au monde extérieur, et ce, pour l'obliger à s'appuyer sur la Chine, à suivre sa ligne de collusion avec les Etats-Unis et le Japon contre l'URSS et le Vietnam.

Dans ce dessein, les dirigeants chinois ont, au cours des entretiens à Pékin à la fin de mai 1975, inculqué à Pol Pot et ses pairs les thèses réactionnaires de Mao Zedong sur les « trois mondes », « l'inévitabilité d'une nouvelle guerre mondiale » et « la menace de l'URSS » et les encourageant à combattre ce qu'ils appelaient « l'hégémonisme planétaire et l'hégémonisme régional ». Emboitant le pas à Pékin, Pol Pot et ses pairs se sont opposés à l'URSS, au Vietnam et aux autres pays socialistes. En 1977, lors d'un entretien avec le premier secrétaire du Parti communiste (maoïste) de Thaïlande, Pol Pot a déclaré : « Au cours de nos entretiens en 1975, les dirigeants chinois m'ont beaucoup

parlé du renforcement par l'URSS de ses forces armées et de sa menace d'agression contre la Chine. Ils estiment que pour riposter à l'URSS, il leur faudra 20 ans. Nous estimons, nous, que si l'URSS agresse le Kampuchéa, nous la combattons pendant 100 ans, d'une génération à l'autre » (Document saisi à Ta Sanh). Aussi, les polpotistes ont-ils refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS et les pays socialistes d'Europe orientale.

A partir de 1975, les polpotistes ont provoqué des conflits armés avec tous les pays voisins : Thaïlande, Laos et Vietnam. Contre la Thaïlande, ils ont, dans la seule année 1977, provoqué plus de 400 conflits à la frontière mobilisant pour certains jusqu'à 600 à 800 hommes de troupes. Typique fut la provocation armée dans la nuit du 28 janvier 1977 : plus de 300 hommes de Pol Pot ont attaqué trois villages du district d'Aranya Prathet, province de Prachinburi, dans le Sud-Est de la Thaïlande, abattant un grand nombre de paysans et incendiant toutes les habitations. (Livre blanc du Ministère des A.E. de Thaïlande du 28 janvier 1977).

Vis-à-vis du Laos, les polpotistes se sont employés à semer la division entre celui-ci et le Vietnam tout en provoquant des conflits frontaliers à la province de Champassac, déplaçant 7 bornes-frontière vers l'intérieur du territoire lao. Ils accordaient une « aide » en sel

au Laos mais ouvraient le feu sur les cadres lao venant recevoir cette aide à la frontière.

Vis-à-vis du Vietnam, ils ont dès le début de mai 1975, attaqué l'île de Phu Quôc et occupé l'île de Tho Chu en en emmenant plus de 500 habitants. A partir de mai 1975 également, ils ont lancé des provocations armées successives à la frontière Kampuchéa-Vietnam, introduit leurs troupes à l'intérieur du territoire vietnamien en plusieurs points, lancé des coups de mains contre des postes-frontière et des villages vietnamiens, provoquaient une situation instable pour empêcher le peuple vietnamien de restaurer et de reconstruire son économie. Après ces provocations armées à la frontière, ils ont, en avril 1977, fait un nouveau pas, déclenchant une guerre frontalière contre le Vietnam sur toute une ligne longue de plus de 1.000 km, avec des offensives de grande envergure mobilisant des dizaines de milliers de fantassins appuyés par des chars et l'artillerie et axées sur les provinces peuplées du Kien Giang au Tay Ninh. Particulièrement graves étaient les attaques contre les trois districts de Ben Cau, Chau Thanh et Tan Bien, dans le Tay Ninh, le 25 septembre 1977, portées jusqu'à 10 km à l'intérieur du territoire vietnamien.

Rallumant les différends légués par l'histoire pour exacerber la haine entre les deux peuples, mus par leur ambition d'expansion territoriale, les polpotistes ont même haussé le ton pour

réclamer le territoire de l'ancienne Cochinchine du Vietnam. (Paris Match, 3 janvier 1978) Leurs agissements antivietnamiens allaient se précipitant et le 31 décembre 1977, ils rompirent ouvertement les relations diplomatiques avec le Vietnam.

Après le 17 avril 1975, les polpotistes ne maintenaient les relations qu'avec l'Organisation des Nations unies et le Mouvement des non-alignés, abolissant leurs rapports avec presque toutes les autres organisations internationales. Ils ne participaient pas aux sessions du Comité du Mékong comprenant le Vietnam, le Laos, la Thaïlande et le Kampuchéa et patronné par l'ONU, lequel étudiait les projets d'exploitation des potentialités de ce fleuve. Ils refusaient de donner leur adhésion au Fonds des non-alignés de soutien au Vietnam, au Laos et au Kampuchéa, rompirent les relations avec les organisations humanitaires comme le Comité international de la Croix Rouge, obligèrent tous les représentants de la Ligue internationale de la Croix Rouge à quitter Phnom Penh, expulsèrent les membres de la Croix Rouge internationale venus au Kampuchéa aider au règlement du problème des réfugiés.

Aussitôt après la libération de Phnom Penh en avril 1975, ils ont expulsé plusieurs ambassades étrangères hors de la capitale. Début 1978, il ne restait plus à Phnom Penh que quelques ambassades, dont celles de Chine, de Corée, de Roumanie... Imitant les abus de la "révolution

culturelle" chinoise, ils ont réservé aux étrangers un traitement brutal, massacrant des milliers de résidents vietnamiens et n'hésitant pas à mettre en détention et à faire périr un grand nombre d'autres étrangers. Selon le journaliste français Gallois, il y avait en tout 112 étrangers comprenant des Indiens, Thaïlandais, Pakistanais, Américains, Laos, Français, Australiens, Anglais, Canadiens... détenus dans la prison de Tuol Sleng à Phnom Penh. Parmi ce nombre, il est certain que 39 personnes ont été exécutées (AFP, 11 janvier 1980). Une preuve irréfutable de la politique extérieure ultra-réactionnaire des polpotistes a été le fait survenu le 24 décembre 1978, quelques jours avant la chute du régime de Pol Pot : le professeur anglais Malcom Caldwell, professeur d'histoire de l'économie à l'Université de Londres, en visite au "Kampuchéa démocratique", fut tué à coups de feu par des hommes de Pol Pot dans un hôtel en plein centre de Phnom Penh, parce qu'il savait trop de choses sur ce pays et projetait de les révéler. Comme le journal *Le Monde* l'a remarqué le 4 mai 1978, la diplomatie du "Kampuchéa démocratique", officiellement neutre et non-alignée, cadrait en fait avec celle de Pékin et complétait cette dernière.

Il est clair que de 1975 à 1977, les dirigeants de Pékin se sont employés à encourager le chauvinisme et les ambitions personnelles de Pol Pot, ont cherché par tous les moyens à l'amener

à dépendre totalement de la Chine et devenir l'instrument essentiel de sa stratégie en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. Fin 1977 et début 1978, la Chine est arrivée à ses fins. La mort de plus de trois millions de Kampuchéens victimes d'un génocide jamais vu dans l'histoire a été la conséquence la plus sanglante de cette politique criminelle des dirigeants chinois vis-à-vis du Kampuchéa.

Cinquième Partie

La politique de la Chine envers le Kampuchéa depuis 1978

Au début de 1978, après s'être arrangé un compromis au XI^e Congrès du Parti (août 1977) en vue de stabiliser la situation, les dirigeants chinois ont décidé d'accélérer l'exécution de leur programme des « quatre modernisations » dont l'objectif ambitieux consiste à hisser rapidement la Chine au rang des premières puissances vers la fin de ce siècle et à lui assurer l'hégémonie mondiale. Pékin a besoin, à cette fin, d'obtenir de grands investissements et des techniques modernes de la part des E.U, du Japon et de l'Occident. Aussi, a-t-elle recherché, sur le plan stratégique, une collusion de plus en plus étroite avec les E.U, le Japon et d'autres forces réactionnaires pour s'opposer à l'URSS et à la révolution mondiale, créant la tension, sapant la détente entre les deux superpuissances en Europe comme dans le monde.

C'est également à partir de 1978 que les E.U. ont mis en œuvre leur stratégie consistant à saboter la détente militaire entre eux et l'URSS, rompre l'équilibre militaire établi depuis les années 70 en Europe, accélérer la course aux armements et déclencher la guerre froide contre l'URSS. Ce faisant, ils avaient en vue de trouver une solution à la crise économique sévissant aux E.U. à la suite de la crise du pétrole de 1973, de reconquérir leur domination et leur mainmise sur leurs alliés occidentaux, de contenir et d'affaiblir l'URSS, de saboter le mouvement révolutionnaire dans le monde et tout particulièrement la marée montante de la révolution en Amérique latine, arrière-cour de l'impérialisme américain, comme en Asie de l'ouest et dans les pays arabes.

Ainsi, les E.U. et la Chine se sont rejoints dans leur dessein stratégique visant à créer la tension, saper la détente aux dépens du mouvement révolutionnaire mondial. En mai 1978, Brzezinski, conseiller à la sécurité du président américain Jimmy Carter, a déclaré ouvertement au cours de sa visite en Chine que les E.U. jouent la carte chinoise contre l'URSS. Les dirigeants chinois, de leur côté, ont affiché leur volonté de se faire l'OTAN de l'Orient et ont fait grand tapage pour appeler à la formation d'un front mondial contre l'URSS englobant les Troisième et Deuxième mondes et les E.U., cela, dans l'espoir d'obtenir l'aide américaine pour leur « quatre modernisations ». Début 1978, la

Chine a laissé entendre qu'elle allait mettre fin au « Traité d'alliance et d'entraide Chine-URSS ». Elle s'est déclarée ouvertement en faveur du traité de sécurité Japon — E.U. et a signé avec le Japon en août 1978 le « Traité de paix et d'amitié » dont l'article relatif à la « lutte contre l'hégémonisme » visait l'Union soviétique tout en calomniant implicitement cette dernière. En décembre de la même année, elle a signé avec les E.U. un document sur la normalisation des relations entre les deux pays. Après ces événements successifs survenus en 1978, l'alliance Chine — E.U. — Japon contre l'URSS a pris forme.

En Asie du Sud-Est, suite à ses activités intenses déployées entre 1975 et 1977, la Chine a redoublé d'efforts en 1978 pour entraîner les pays de l'ASEAN et, en particulier, la Thaïlande à s'aligner sur elle, les E.U. et le Japon contre l'Union soviétique et le Vietnam. Tout en incitant ouvertement les E.U. à maintenir leurs forces armées dans cette partie du monde, Pékin a appelé les pays de l'ASEAN à « faire front commun avec la Chine pour contrebalancer les grands pays de la région ». (Déclaration du Ministre des A.E. chinois Huang Hua à la réception donnée par l'Ambassadeur des Philippines à Pékin, le 18 avril 1978, à l'occasion de la visite de Li Xian-nian aux Philippines) En novembre 1978, au cours de sa visite en Thaïlande, Deng Xiaoping a invité celle-ci et les autres pays de l'ASEAN

à se joindre à la Chine dans la « lutte contre l'hégémonisme mondial et l'hégémonisme régional ». Par la même occasion, pour tranquilliser leurs gouvernements respectifs qui se sont inquiétés du soutien accordé par Pékin aux groupes maoïstes, Deng a réaffirmé l'engagement de la Chine de « ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'ASEAN » (Déclaration de Deng Xiaoping à Bangkok, le 6 novembre 1978) bien qu'en fait elle ne renonce pas à soutenir ces groupes ni à les utiliser comme un moyen de pression.

Toujours en 1978, Pékin s'est ingénié à créer de toutes pièces la soi-disant menace émanant du Vietnam et de l'Union soviétique et, falsifiant l'image de Cuba, à faire prendre le Vietnam pour « Cuba de l'Est », afin de gagner à sa cause les pays de l'ASEAN. Mais ceux-ci ont rejeté la suggestion de Pékin de former un front commun dirigé contre l'URSS et le Vietnam et ont continué à maintenir et développer les relations amicales avec ce dernier. Cet état de choses a obligé les dirigeants chinois à provoquer au Sud-Est asiatique une grave crise relative à la « menace émanant de l'URSS et du Vietnam » aux fins de faire pencher du côté chinois les pays de l'ASEAN et de former contre ces deux pays socialistes, dans le cadre de cette partie du

globe, une alliance Chine — E.U. — ASEAN appelée à impulser la création d'une alliance Chine — E.U. — Japon à l'échelle planétaire.

La Chine est partie de ces considérations stratégiques pour lancer la clique de Pol Pot contre le Vietnam et allumer la guerre des frontières kampuchéo-vietnamiennes en décembre 1978, agresser directement le Vietnam en février 1979 et mener contre le Kampuchéa comme tous les trois pays indochinois une guerre de sape multiforme, sabotant ainsi la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est au cours des cinq années écoulées.

1. Pékin a encouragé et soutenu les polpotistes dans leur agression de grande envergure contre le Vietnam en décembre 1978 avant d'agresser directement le Vietnam en février 1979.

a) Faire pression sur les polpotistes pour qu'ils fassent la paix avec la Thaïlande aux fins de concentrer leurs forces contre le Vietnam.

Dès fin 1977, tout en poussant les polpotistes à intensifier la guerre contre le Vietnam et rompre les relations diplomatiques avec ce pays, Pékin a cherché à régler les contradictions et conflits entre la clique de

Pol Pot et les autorités thaïlandaises. Des rencontres ont été organisées par Pékin entre Kukrit Pramroj et Ieng Sary à New York, puis entre Kukrit Pramroj et Pol Pot à Pékin (Newsweek du 19 octobre 1977). En 1978, la Chine a intensifié sa pression sur les polpotistes en vue d'une réconciliation immédiate avec la Thaïlande pour concentrer leurs forces contre le Vietnam. Le 14 juillet 1978, Ieng Sary a fait une visite à Bangkok après sa rencontre avec les dirigeants chinois à Pékin. Avant son départ, il a donné à ses troupes l'instruction d'« éviter toute action armée contre la Thaïlande » (FEER du 17 mars 1978). Lors de sa visite, les deux parties ont convenu de mettre fin aux accrochages à la frontière des deux pays. Dans la même journée du 5 novembre 1978, alors que le vice-président du Parti communiste chinois Wang Dongxing vint visiter le Kampuchéa, le vice-premier ministre Deng Xiaoping se rendit en Thaïlande. Au Kampuchéa, Wang s'est employé à exciter les polpotistes contre le Vietnam. De son côté, en Thaïlande, Deng a affirmé que le « Kampuchéa démocratique ne nourrit pas de visées expansionnistes et la Chine peut se porter garante de la volonté du Kampuchéa de développer de bonnes relations avec la Thaïlande ». (Rapport de Geng Biao du 16 janvier 1979, revue taïwanaise *Etudes sur le Communisme chinois*, octobre 1980) Par ces agissements, Pékin a amené les polpotistes

jusque-là fauteurs de la tension et des conflits avec leurs voisins, à diriger leur fer de lance sur le Vietnam.

b) *Renforcer massivement l'aide militaire aux polpotistes et les préparer à une agression de grande envergure contre le Vietnam.*

Dès le début de 1978, Pékin a renforcé massivement son aide aux polpotistes en armements et équipements de guerre, augmenté le nombre de ses conseillers et de son personnel militaire au Kampuchéa et cela, à un rythme précipité, à la suite de la visite à Pékin du Ministre de la Défense du « Kampuchéa démocratique » Son Sen en juillet 1978, comme allait le reconnaître Geng Biao dans son rapport du 16 janvier 1979. De l'avis de l'opinion mondiale, par le port de Kompong Som, « la Chine a intensifié le transport des armements au Kampuchéa, y compris des canons à longue portée de 130 mm, des avions Mig-17 de fabrication chinoise, au rythme de deux envois par semaine ». (FEER du 17 mars 1978) « La présence militaire chinoise au Kampuchéa s'est développée en une force significative. Ce pays a reçu plus de militaires chinois qu'il n'en a besoin. La Chine dirige des activités de l'aéroport de Pochentong après avoir établi un pont aérien reliant la côte méridionale chinoise au Kampuchéa en passant par l'extrême sud du Vietnam. » (*Los Angeles Times* du 14 avril 1978) Lors de sa visite en Thaïlande en novembre 1978, Deng Xiaoping

a demandé à ce pays d'utiliser son espace aérien pour les avions chinois transportant des aides aux polpotistes et a obtenu satisfaction. Le renfort en armements chinois a permis de porter les forces polpotistes de 17 divisions au début de 1978 à 23 divisions vers le milieu de la même année.

Dans l'intention d'utiliser les polpotistes dans une guerre de grande envergure et prolongée contre le Vietnam, et parallèlement à l'aide massive en armements et équipements de guerre, Pékin a aidé les polpotistes à établir des bases de résistance dans les régions de Battambang, Siem Reap et Kompong Thom, en prévision d'une guerre de longue durée contre ce pays voisin.

Tout en accroissant l'aide militaire à Pol Pot, Pékin a fébrilement incité les polpotistes à intensifier le conflit frontalier avec le Vietnam. En janvier 1978, la vice-présidente de l'Assemblée nationale de la RPC Deng Yingchao, en visite au Kampuchéa, a clamé : « Les pays faibles et petits peuvent battre les pays grands et puissants. » (AFP, de Pékin, 21 janvier 1978) Les 21 janvier et 2 février 1978, le secrétariat du comité central du parti de Pol Pot, réuni en séance extraordinaire, a décidé de « battre le Vietnam à la fois sur les plans militaire, politique et diplomatique, mais essentiellement par les forces armées. » La devise adoptée a été la suivante : « attaquer sans rémission, se réserver l'initiative, faire preuve

d'esprit créateur, bannir l'attitude attentiste et défensive » ; il a été affirmé dans la réunion : « Si nous ne les attaquons pas, ils nous attaqueront ; et si nous n'attaquons pas les premiers, nous ne pourrons pas les vaincre ». « Les polpotistes ont cherché à inculquer dans leurs rangs l'idée que « le Vietnam est l'ennemi héréditaire » et qu'« aucun Kampuchéen de la présente génération ou des générations futures ne peut ni pourra se permettre d'abandonner ses armes dans la lutte contre le Vietnam ». Leur radio a exhorté le peuple kampuchéen « à consentir un sacrifice de deux millions de vies humaines et à une lutte de 700 ans en vue d'anéantir les 50 millions de Vietnamiens ». Et de déclarer en matamores : « Un Kampuchéen peut battre 30 Vietnamiens, un million de Kampuchéens peuvent battre 30 millions de Vietnamiens ; ainsi, il suffit que deux millions de Kampuchéens sacrifient leur vie pour exterminer 50 millions de Vietnamiens et il reste toujours au Kampuchéa 6 millions d'hommes. » (Radio « Le Kampuchéa démocratique » du 10 mai 1978)

c) *La Chine intensifiait sa pression sur le Vietnam et le Laos à tous les plans, en vue d'épauler les polpotistes et de coordonner son action avec ceux-ci contre le Vietnam.*

Toujours à partir du début de 1978, les autorités chinoises qui avaient jusque-là caché leur vrai visage, se mirent à étaler au grand jour leur hostilité au Vietnam. Elles provo-

quèrent le problème des *nanqiao* (résidents chinois sinistrés) au Vietnam, coupèrent l'aide à ce pays, en retirèrent leurs experts, en firent le blocus économique, massèrent leurs troupes à ses frontières, augmentèrent leur pression sur ce voisin qu'elles menacèrent d'une agression directe.

Des provocations armées avec empiètement sur le territoire vietnamien se sont succédées sans interruption. En 1978, elles atteignaient le chiffre de 2.175, soit dix fois celui de 1975. (In *La Vérité sur les Relations vietnamo-chinoises...*, op. cit.) Pékin a également multiplié ses activités de subversion et de sape à l'encontre de la République démocratique populaire du Laos, menaçant la sécurité de ce pays. Camouflant leurs préparatifs de guerre et poussant les polpotistes à battre le Vietnam jusqu'au dernier Kampuchéen, les autorités chinoises ont incité ces derniers à rejeter toutes propositions de paix du Vietnam en 1978 et fait obstacle à toute initiative de réconciliation des tiers pays. Ce n'était pas par hasard que chaque nouveau pas effectué par les polpotistes dans l'escalade de la guerre coïncidait avec une augmentation de la pression exercée par la Chine sur le Vietnam dans différents domaines.

Début 1978, tout en dépêchant une aide militaire massive aux polpotistes qu'il exhortait à intensifier les conflits frontaliers avec le Vietnam, Pékin incita ceux-ci à rejeter la

proposition en trois points du 5 février 1978 du gouvernement de la République socialiste du Vietnam, laquelle invitait à mettre fin aux hostilités et séparer les troupes belligérantes; à signer un traité d'amitié et de non-agression et un traité sur les frontières; et à accepter une forme adéquate de garantie et de surveillance internationales. C'est encore Pékin qui a empêché tout effort du Secrétaire général de l'ONU et du ministre des A.E de Sri Lanka, lequel pays, en qualité de président du Mouvement des pays non-alignés, a tenté de résoudre le problème Kampuchéa-Vietnam par la voie des négociations, à la demande du Vietnam. Comme l'a montré *Le Figaro* du 31 mars 1978, «La Chine a intérêt de voir le conflit Kampuchéa-Vietnam acculé à une impasse». En mi-1978, au plus fort de la campagne chinoise des *nanqiao*, Pékin a incité les polpotistes à rejeter le projet de résolution soumis par le Vietnam à la Conférence des Ministres des A.E des pays non-alignés à Belgrade en juillet 1978, appelant à une solution négociée du conflit. Fin 1978, alors que Pol Pot concentrait la quasi totalité de ses forces armées à l'Est du pays (sur la frontière avec le Vietnam), les troupes chinoises se massaient à la frontière Vietnam-Chine. Pékin interrompit les négociations avec Hanoi sur le problème des Hoa (personnes d'origine chinoise), suspendit unilatéralement le trafic ferroviaire international avec le Vietnam, tout

en répandant calomnieusement le bruit sur les préparatifs vietnamiens pour une offensive en saison sèche visant à renverser le « Kampuchéa démocratique » et ce, en vue de monter l'opinion mondiale contre les efforts vietnamiens tendant vers la légitime défense. Entretemps, le vice-président du Parti communiste chinois Wang Dongxing se précipita à Phnom Penh pour y clamer « le soutien accordé par la Chine à la lutte pour la défense de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchéa démocratique » (Agence Xinhua, 6 novembre 1978). Alerté par la concentration de 19 sur 23 divisions polpotistes à la frontière Kampuchéa-Vietnam, en novembre 1978, le délégué américain à l'ONU a adressé au Conseil de Sécurité une note sur la situation explosive dans cette région du monde ; mais la clique de Pol Pot, dans une note au Conseil de Sécurité, a écarté d'avance toute action que celui-ci pourrait entreprendre à l'égard du problème kampuchéen.

d) Pékin donna le feu vert à la guerre d'agression lancée par Pol Pot contre le Vietnam du côté sud-ouest en décembre 1978 avant d'agresser directement ce pays du côté nord, en février 1979.

Toutes les activités menées par Pékin en 1978 ont prouvé que sa politique a été d'enga-

ger les polpotistes dans une guerre d'agression de grande envergure et prolongée contre le Vietnam qui, comme tout pays indépendant et souverain, se réserverait le droit de défense légitime, ce à quoi il s'attendait. Le 22 décembre 1978, après avoir massé 19 de ses 23 divisions sur la frontière avec le Vietnam, Pol Pot lança ses troupes d'élite appuyées par les blindés et l'artillerie à l'offensive sur toute la ligne frontière, dans l'intention d'occuper plusieurs provinces sud-vietnamiennes et de menacer Ho Chi Minh-ville.

La politique anti-vietnamienne de Pol Pot et les répressions impitoyables qu'il menait à l'intérieur du pays, loin de pouvoir endiguer les soulèvements concertés et puissants des forces armées et du peuple kampuchéens, les ont plutôt stimulés, ce qui a conduit à la naissance, le 2 décembre 1978, du Front d'Union nationale pour le Salut du Kampuchéa. Sous la direction du Front, en étroite coordination avec la contre-attaque défensive de l'armée vietnamienne et bénéficiant d'une aide dévouée de la part du peuple vietnamien, les soulèvements des forces armées et du peuple kampuchéens ont abouti à la victoire historique du 7 janvier 1979. Le régime génocidaire de Pol Pot écrasé, la République populaire du Kampuchéa vit le jour, inaugurant une ère nouvelle dans l'histoire de la nation kampuchéenne, celle

de l'indépendance et de la liberté authentiques. Le rapide effondrement des polpotistes a bouleversé les calculs de Pékin, comme allait le reconnaître Geng Biao pour qui « Phnom Penh était tombé sept mois plus tôt que prévu. » (in Rapport de Geng Biao du 16 janvier 1979)

Le 17 février 1979, Pékin a lancé plus de 600.000 hommes dans une agression contre le Vietnam sur toute la ligne frontalière longue de plus de 1.000 km. La guerre de décembre 1978 faite par les polpotistes interposés et celle de février 1979 rentraient dans le cadre d'un plan fondamental et à long terme de la Chine visant à affaiblir, subjuguier et finalement annexer le Vietnam, et à diviser le bloc d'union des trois pays indochinois. Ces deux guerres d'agression comme la réaction d'auto-défense du Vietnam, Pékin s'en est servi pour provoquer une crise internationale, créant de toutes pièces une « menace d'agression de la part du Vietnam » ; il s'est employé à se forger une image de protecteur des pays de l'ASEAN face au Vietnam soutenu par l'URSS et le défenseur des intérêts américains, japonais et occidentaux contre la menace soviétique et vietnamienne en Asie du Sud-Est, cherchant à entraîner la Thaïlande et les autres pays de l'ASEAN à s'aligner sur la Chine contre le Vietnam et tous les trois pays indochinois.



Jeng Sary et Sun Hao, ambassadeur de la R.P. de Chine à Phnom Penh, en tournée d'inspection à la frontière kampuchéo — vietnamienne.

2. Pékin a soulevé le soi-disant « problème du Kampuchéa » pour entrer en collusion avec les milieux gouvernants réactionnaires en Thaïlande et dans les autres pays de l'ASEAN, amener les pays de l'ASEAN à une confrontation avec les trois pays indochinois, s'opposer à la renaissance kampuchéenne, s'opposer aux trois pays indochinois et saper la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, au profit de ses ambitions hégémonistes.

Dès 1975, la Chine a fait de Pol Pot et de sa bande le principal instrument de la stratégie chinoise en Asie du Sud-Est et dans le monde. Suite à leur rapide effondrement au début de 1979, elle s'est tournée vers la Thaïlande promue à son tour au rang de principal instrument au service de sa politique hégémoniste et expansionniste dans la région. Exploitant les ambitions expansionnistes et hégémonistes de la Thaïlande vis-à-vis du Kampuchéa et du Laos, Pékin a recherché sa complicité dans le maintien du « problème du Kampuchéa » en vue de nouer une alliance Chine-EU-Japon-ASEAN contre l'URSS et le Vietnam en Asie du Sud-Est.

a) *Pékin s'efforce d'atteler la Thaïlande à son char de guerre*

Depuis longtemps, les autorités thaïlandaises ont nourri des ambitions expansionnistes et

hégémonistes vis-à-vis du Kampuchéa. Tirant parti de la politique kampuchéenne poursuivie par les milieux réactionnaires de Bangkok, Pékin a fait de son mieux pour cajoler la Thaïlande et l'entraîner dans une alliance contre les trois pays indochinois, amenant la Thaïlande et les autres pays de l'ASEAN dans un état de confrontation avec le Vietnam et tous les pays indochinois.

Le dessein de Pékin s'est fait jour dans le rapport de Geng Biao du 16 janvier 1979: « Nous ne devons pas laisser la Thaïlande chercher elle-même à assurer sa propre sécurité par des mesures sages... Si besoin est, il faut la lancer dans un match de pugilat avec le Vietnam. » Cependant, comme l'a fait remarquer le journal thaïlandais *Patinya* le 14 novembre 1980, « la Chine a voulu aller plus loin: si possible, précipiter la Thaïlande dans la guerre au Kampuchéa et la pousser à en déclencher une autre du côté du Laos en coordination avec l'irruption des troupes chinoises au Laos et au Vietnam. »

Au lendemain même de la chute des polpotistes, Pékin s'est ingénié à s'assurer le concours de la Thaïlande pour les renflouer, à faire du territoire thaïlandais leur sanctuaire et de là à gagner la Thaïlande et les pays de l'ASEAN à ses visées dans le Sud-Est asiatique. Sous la pression de Pékin, la Thaïlande a ouvert ses frontières aux débris de l'armée polpotiste,

donné asile à ces derniers et permis le transit de l'aide chinoise à leur destination à travers son territoire. Les preuves allaient en être révélées dans les documents saisis par les forces armées révolutionnaires kampuchéennes à Ta Sanh où on a aussi trouvé un compte-rendu des entrevues de Hua Guofeng, Deng Xiaoping et Han Nianlong avec Ieng Sary les 13, 15, 18 et 20 janvier 1979.

Voici ce qu'a proposé, à Pékin, le vice-premier ministre chinois Deng Xiaoping à son homologue thaïlandais Sunthorn Honladdarom :

1. une coopération plus efficace avec la Chine contre l'URSS et le Vietnam.

2. une aide soutenue au gouvernement du Kampuchéa démocratique, la reconnaissance de son statut légal, l'autorisation à ce gouvernement d'installer un bureau légal, semi-légal ou même clandestin à la frontière thaïlandaise.

3. l'octroi aux civils, aux cadres du Parti, administratifs ou militaires du Kampuchéa démocratique du droit d'asile politique et du droit de se rendre en Chine ou aux autres pays, via la Thaïlande.

Deng a aussi demandé au « gouvernement thaïlandais l'autorisation d'envoyer de l'aide matérielle chinoise au Kampuchéa (polpotiste) en transitant par la Thaïlande ». (Rapport de Geng Biao du 16 janvier 1979, op.cit.)

Le 13 janvier 1979, Geng Biao, alors secrétaire de la Commission centrale des affaires militaires, et Han Nianlong, vice-ministre des A.E., sont venus d'urgence à Bangkok pour conférer avec les dirigeants thaïlandais. Au cours de son entretien avec Ieng Sary le 15 janvier 1979, Geng Biao a informé celui-ci qu'au cours de son voyage secret à Bangkok, il avait eu avec le Premier ministre thaïlandais un entretien durant lequel :

1. Il avait demandé au Premier thaïlandais d'utiliser son prestige auprès des pays de l'ASEAN pour les persuader à ne pas reconnaître le gouvernement de Phnom Penh.

2. Il avait affirmé que la Chine soutiendra le Kampuchéa démocratique jusqu'au bout et lui accordera une aide multiforme et absolue.

3. Il avait informé son interlocuteur du prochain retour de la Chine de Ieng Sary via la Thaïlande qui est priée d'assurer ses déplacements vers le Kampuchéa.

Pour tranquilliser la Thaïlande afin qu'elle s'aligne entièrement à la Chine, lors de sa rencontre avec le Premier ministre thaïlandais, Geng Biao a assuré celui-ci que « si la Chine envoie ses troupes à Guangzhou et Yunnan, ce n'est pas simplement pour intimider les gens, mais nous avons pris en considération toutes réactions possibles... »

Au cours de cette rencontre, les deux parties se sont mises d'accord sur les mesures con-

crètes concernant le transit en territoire thaïlandais de l'aide chinoise aux polpotistes et permettant à Ieng Sary de regagner le Kampuchéa via la Thaïlande pour y mener ses activités. Le 18 janvier 1979, Han Nianlong a informé Ieng Sary que « les transports des armements ne pourront être effectués via Koh Kong mais seront assurés par des cargos à destination de Bangkok et sous l'étiquette de marchandises à usage civil; la Thaïlande en sera informée et fournira des moyens de transports. »

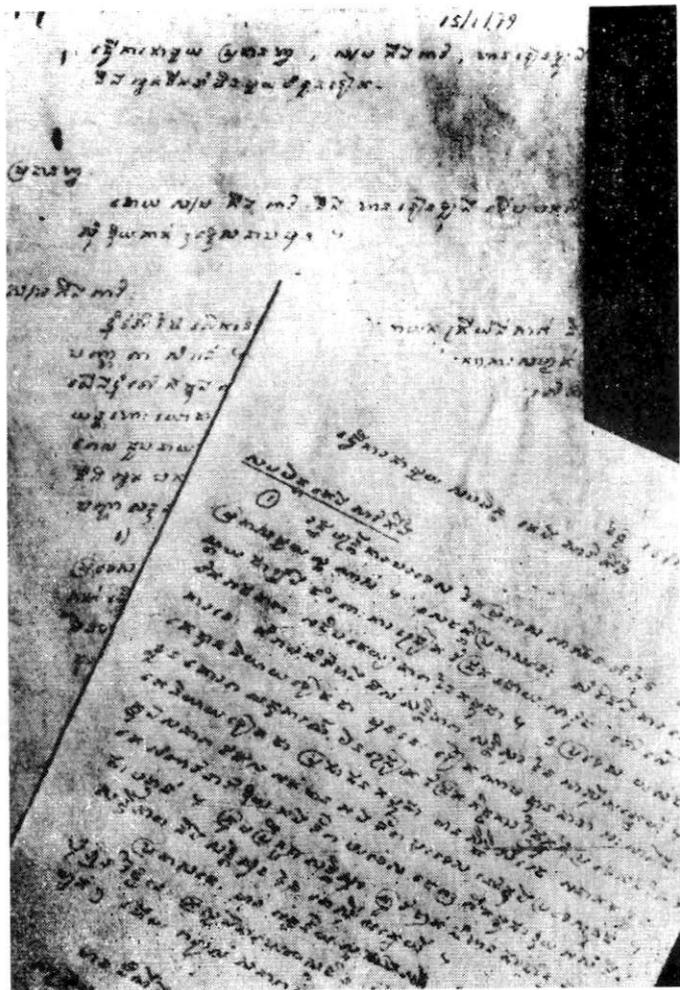
Toujours dans son rapport du 16 janvier 1979, Geng Biao a laissé entrevoir l'intention de Pékin d'ouvrir une route au sud de la Chine et longeant la Thaïlande pour transporter des armes aux polpotistes. « Il est possible, dit-il, de construire une piste traversant la Birmanie et la Thaïlande. La construction d'une route de plus de 1.000 km de long se heurtera à de nombreuses difficultés, mais dans l'avenir elle permettra l'acheminement de la plus grande partie de l'aide chinoise aussi bien que l'établissement des relais pour les déplacements du personnel chinois et kampuchéen et des escortes. » Quant à la voie maritime, la voici aux yeux d'un correspondant de « *Libération* » qui a visité la soi-disant « zone sous contrôle du Kampuchéa démocratique » sur la frontière Kampuchéa — Thaïlande : les armes portant le label chinois sont amenées de Chine par bateaux, puis déchargées dans des îles du Golfe

de Thaïlande d'où elles atteignent la terre ferme thaïlandaise pour être ensuite acheminées de nuit, par camion aux zones contrôlées par les Khmers rouges. (*Libération* du 1er juillet 1980)

Il est donc manifeste que le territoire thaïlandais a été utilisé par Pékin comme un sanctuaire permettant aux débris de l'armée polpotiste de mener des activités hostiles à la République populaire de Kampuchéa et que la Thaïlande est devenue entre les mains chinoises le principal instrument pour entraîner les pays de l'ASEAN et les opposer aux trois pays indochinois.

b) Pékin s'est employé à tracer la voie aux polpotistes, les tenir en vie et, par le maintien illégal du siège occupé par ces derniers à l'ONU, a cherché à faire front avec les E.U, le Japon et l'ASEAN contre la renaissance du peuple kampuchéen, contre les trois pays indochinois.

Tout en faisant de son mieux pour maintenir le moral des polpotistes, Pékin leur a assuré une aide leur permettant de « lutter jusqu'au bout, quels que soient la durée de la guerre et le prix à payer ». (Rapport de Geng Biao du 16 janvier 1979, op. cit.) Pékin a aidé minutieusement les polpotistes à élaborer une stratégie et des tactiques leur permettant de maintenir leurs forces armées en vue de mener une « lutte



Procès-verbaux d'entretiens entre les dirigeants de Pékin de Ieng Sary en janvier 1979.

de longue durée » susceptible de provoquer l'enlèvement du Vietnam au Kampuchéa et d'affaiblir celui-ci, tout en maintenant la crise en Asie du Sud-Est et la soi-disant « menace vietnamienne vis-à-vis de la Thaïlande et de l'ASEAN ».

Dans son entretien avec Ieng Sary le 13 janvier 1979, le vice-premier ministre Deng Xiaoping lui a recommandé de « s'en tenir fermement à la guérilla, passer à la guerre de mouvement quand seront réunies les conditions favorables, faire la guerre du peuple, porter des coups à l'ennemi dans les régions frontalières et dans ses positions, l'y immobiliser et couper ses voies de ravitaillement ». Deng a aussi conseillé de « réaliser une large union sur une base nationale et patriotique et d'envisager un front d'union avec Sihanouk en s'abstenant de mettre en vedette le parti communiste et c'est là une décision stratégique d'importance majeure ».

Tout en tranquillisant les polpotistes et leur définissant la ligne à suivre, Pékin s'est ingénié à fournir aux débris de leurs troupes armes, équipements et moyens financiers.

Des dépositions de nombreux soldats polpotistes capturés au Kampuchéa, il ressort qu'en 1982 seulement, Pékin a fourni aux réactionnaires khmers, et principalement aux débris des forces polpotistes, des dizaines de milliers

de tonnes d'armes et de munitions, des milliers de canons et mortiers, des fusées H.12, des dizaines de milliers de B.40, B.41, fusils d'infanterie, des dizaines de milliers de tonnes de vivres, sans compter des dizaines de postes émetteurs itinérants. Bien que la plupart des conseillers chinois se soient enfuis du Kampuchéa, Pékin persiste à y maintenir ses experts militaires au commandement des débris de l'armée polpotiste pour diriger des activités de sape contre la République populaire de Kampuchéa. Geng Biao, dans son rapport du 16 janvier 1979, a reconnu : « Nous ne nions pas le fait que nous avons de nombreux hommes travaillant au Kampuchéa. Outre ceux destinés aux travaux de construction, les autres, environ 1.500 hommes, aident les Kampuchéens à combattre... » D'après le journal indien « *The Patriot* » du 21 juin 1983, « environ 2.000 membres du personnel chinois sont présents à la frontière Thaïlande — Kampuchéa ». Entre-temps, l'Ambassade chinoise à Bangkok est devenue un centre d'organisation du transport et de la distribution de l'aide chinoise via la Thaïlande, de fourniture de fonds aux polpotistes et de liaison entre la Chine et les milieux gouvernants de Thaïlande.

Tout en entretenant et installant les débris de l'armée polpotiste en territoire thaïlandais, Pékin a pactisé avec les E.U. et les autres forces réactionnaires et recouru aux procédés

les plus ignobles et les plus surnois pour maintenir le siège illégalement occupé à l'ONU par les polpotistes déjà renversés. Immédiatement après le 7 janvier 1979, la Chine a dépêché un avion pour chercher Sihanouk et l'amener à Pékin avant de l'expédier à l'ONU sous l'enseigne du « Kampuchéa démocratique » pour maintenir à tout prix Pol Pot au siège que l'opinion publique mondiale a réclamé pour le pouvoir révolutionnaire kampuchéen. Au cours des 34e, 35e, 36e et 37e sessions de l'Assemblée générale de l'ONU, Pékin s'est allié aux E.U. et aux pays de l'ASEAN pour faire pression sur les autres pays et faire adopter par l'ONU les décisions maintenant illégalement la présence des polpotistes à cet organisme international.

Il s'est agi là d'une erreur commise par la majorité de l'ONU sur le double plan éthique et juridique. Le pasteur américain, président de l'Université Notre-Dame aux E.U., a eu raison de dire : « Aucun pays civilisé ne pourrait reconnaître le régime de Pol Pot, car c'est une clique d'assassins et de brigands. Pol Pot ne saurait être admis nulle part hormi la prison. L'admettre à l'ONU, ce serait y admettre Hitler. »

Après que les Gouvernements de Grande-Bretagne et d'Australie eurent déclaré ne plus reconnaître le « Kampuchéa démocratique » qui s'était vu condamner et stigmatiser chaque jour plus sévèrement par l'opinion publique

mondiale, la Chine, les E.U et les pays de l'ASEAN ont procédé à plusieurs arrangements avant d'aboutir à la création le 22 juin 1982 du soi-disant « gouvernement de coalition », lequel englobe dans son sein les trois groupes khmers réactionnaires. Mais à peine présentée au public, cette coalition tripartite est apparue à l'opinion comme « étant vendue corps et âme aux Khmers rouges » (*FEER* du 2 juillet 1982). Au cours de sa visite en Birmanie en juillet 1982, le Ministre des A.E. autrichien Willibald Pahr a déclaré qu'il « ne croit pas que ce gouvernement de coalition puisse durer, ni que les pays de l'ASEAN puissent écarter Pol Pot comme ils l'ont prétendu ». A l'encontre des résolutions injustes de l'ONU, le Mouvement des pays non-alignés à son 6e sommet à La Havane en septembre 1979 a décidé de laisser vacant le siège du Kampuchéa. A son 7e sommet à New Delhi en mars 1983, il allait de nouveau réaffirmer cette juste décision qui répond à la tendance générale dans le monde : condamner et écarter la clique génocidaire de Pol Pot.

c) *En s'obstinant à maintenir le « problème du Kampuchéa » et à créer le mythe d'une menace vietnamienne et soviétique, Pékin cherche en réalité à masquer la véritable menace chinoise vis-à-vis de l'indépendance et de la sécurité du Kampuchéa, du Vietnam et du Laos, de la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.*

Une fois le régime polpotiste renversé, sous l'étiquette « défense du droit à l'autodétermination », « défense du principe de non-intervention armée contre les autres pays », Pékin a rageusement calomnié le Vietnam d' « agresser le Kampuchéa », de « créer la Fédération indochinoise », et a lancé dans le monde des campagnes d'envergure dirigées contre la renaissance kampuchéenne comme les trois pays indochinois et visant à encercler et isoler le Vietnam.

Mais qu'en est-il en réalité, de cette prétendue menace, imaginée par Pékin, de la part du Vietnam et de l'URSS à l'égard de l'ASEAN, et de l'assertion selon laquelle le problème kampuchéen serait un problème entre les trois pays indochinois et ceux de l'ASEAN ?

Au cours de ces cinq dernières années, Pékin n'a cessé de torpiller toute chance de dialogue entre l'ASEAN et les pays indochinois et s'est ingénié à créer entre eux la confrontation et la tension. Encouragés et soutenus par Pékin, les éléments bellicistes dans les milieux dirigeants thaïlandais et dans d'autres pays de l'ASEAN ont rejeté toutes propositions de paix avancées aux conférences des Ministres des A.E des trois pays indochinois en vue de réduire la tension, résoudre les différends entre les deux groupes de pays sur la base de l'égalité, du respect réciproque des intérêts légitimes de chaque partie, sans ingérence

étrangère, de faire du Sud-Est asiatique une zone de paix, de stabilité, de coopération et d'amitié. Pékin a soutenu le rejet par la Thaïlande de la proposition des trois pays indochinois concernant la signature d'un traité de non-agression entre le Vietnam, le Kampuchéa et le Laos d'une part et la Thaïlande et les autres pays de l'ASEAN de l'autre, comme ils ont rejeté la proposition des trois pays d'Indochine en faveur d'un traité bilatéral de coexistence pacifique avec la Chine. Pékin a également soutenu le rejet par la Thaïlande des propositions de la République populaire du Kampuchéa en faveur de l'établissement d'une zone démilitarisée et d'une zone de sécurité le long de la frontière Kampuchéa — Thaïlande, comme ils l'ont fait à l'égard des propositions vietnamiennes sur l'établissement d'une zone démilitarisée le long de la frontière Vietnam — Chine. Dernièrement, Pékin s'est fait le champion de la diffamation et de la dénégation du retrait annuel des troupes volontaires vietnamiennes du Kampuchéa et des deux retraits opérés en 1982 et 1983. C'est aussi Pékin qui s'est fait le champion du refus du dialogue entre les deux groupes de pays.

Recourant aux cajoleries et à la pression, Pékin a poussé la Thaïlande et, à travers elle, les autres pays de l'ASEAN à la confrontation avec le Vietnam et les autres pays indochinois. Le 17 juin 1979, en recevant le vice-Premier

ministre thaïlandais Dawce Chullasapya, Deng Xiaoping a déclaré : « Toute menace à l'adresse de la Thaïlande est aussi une menace à la Chine. Celle-ci fera tout son possible pour venir en aide à la Thaïlande si jamais ce pays est agressé. » (*AFP*, de Bangkok, 20 juin 1979) Dans les années qui suivirent, Pékin a maintes fois réaffirmé que « si la Thaïlande est victime d'une agression armée, elle aura le gouvernement et le peuple de Chine à ses côtés ». (Déclaration du Premier Ministre chinois *Zhao Ziyang* à la réception du Premier ministre thaïlandais Prem Tinsulanonda le 17 novembre 1982) D'autre part, Pékin n'a pas ménagé ses pressions : « Si la Thaïlande établissait de bonnes relations avec le Vietnam, la Chine déclinerait toute responsabilité quant aux activités des guerilleros communistes en Thaïlande » (Déclaration de Huang Hua à Bangkok, in *FEER*, juin 1980). Dans la pratique, Pékin a aidé de son mieux la Thaïlande dans ses activités hostiles à la République populaire de Kampuchéa.

Tout en rejetant les propositions de paix des trois pays indochinois, au cours de ces cinq dernières années, Pékin n'a cessé d'avancer pour régler le soi-disant « problème du Kampuchéa » des conditions qu'il savait d'avance inacceptables pour les pays indochinois. Se cramponnant à la résolution de l'ONU, il a exigé comme préalable le retrait total et

unilatéral des troupes vietnamiennes et a réagi grossièrement aux déclarations des Ministres des A.E. français et australien, lesquels ont lié le retrait des troupes vietnamiennes à la garantie d'empêcher le retour au Kampuchéa des polpotistes génocides. Il a cherché à maintenir à tout prix ces derniers, nourrissant l'illusion de les installer à nouveau au Kampuchéa par la force des armes.

Tout en feignant rechercher une « solution politique », il a toujours préconisé que le règlement du problème kampuchéen « doit se fonder essentiellement sur la victoire de la lutte armée qui s'y déroule » et, partant, il a appelé publiquement la « communauté internationale à intensifier l'aide et le soutien aux forces patriotiques kampuchéennes dont le noyau est le Kampuchéa démocratique (i.e. les polpotistes) ». (*Péking Review*, 12 septembre 1983)

A la « Conférence internationale sur le Kampuchéa » tenue en juillet 1981, Pékin a écarté la proposition des pays de l'ASEAN relative au désarmement de toutes les forces armées au Kampuchéa, dont celles des polpotistes. Il a soutenu le refus par la Thaïlande de transférer les camps de réfugiés à l'intérieur du territoire thaïlandais et de désarmer les forces polpotistes mais s'est prononcé pour l'établissement d'une zone de sécurité à l'intérieur du territoire kampuchéen. Dernièrement, Pékin a

encore accordé son soutien à la demande faite par la Thaïlande d'un repli des forces volontaires vietnamiennes à 30 km de la frontière Thaïlande — Kampuchéa : une telle exigence vise en substance à permettre le retour au Kampuchéa des polpotistes qui s'établiraient à l'intérieur même du territoire kampuchéen, ce que Pékin n'a pu obtenir au cours des cinq dernières années par des moyens militaires ; en soutenant cette exigence absurde, il a compté par surcroît saper le dialogue entre le Vietnam et la Thaïlande. Avec intransigeance, la Chine se cramponne aux résolutions erronées de l'ONU et de la « Conférence internationale sur le Kampuchéa » alors que les pays occidentaux et l'ASEAN se sont mis à la recherche d'une solution en dehors de l'ONU.

Les autorités chinoises avaient d'abord posé le problème kampuchéen comme un problème entre l'ASEAN et les pays indochinois. Pourtant, à partir d'octobre 1982, le même problème s'est mué, d'après elles, en un problème entre la Chine et l'URSS. De son côté, à plusieurs reprises, le gouvernement soviétique a déclaré qu'il refuse catégoriquement de discuter avec la Chine des problèmes concernant un pays tiers, affirmant par surcroît sa position inébranlable d'accorder un soutien total à la juste lutte des trois pays indochinois ; malgré la plate-forme soviétique, la Chine s'obstine toujours à tenir le problème kampuchéen pour un des trois obstacles majeurs et le principal

entravant la normalisation des relations entre la Chine et l'URSS.

D'autre part, en mars 1983, Pékin a rendu publique dans une déclaration de son ministère des A.E. sa position en cinq points relative au problème kampuchéen d'après laquelle il exige, comme préalable à une normalisation des relations entre la Chine et le Vietnam, que ce dernier déclare unilatéralement retirer toutes ses troupes du Kampuchéa. Ainsi, Pékin a considéré le problème kampuchéen comme un problème entre l'URSS et la Chine et en même temps un problème entre la Chine et le Vietnam, ce qui est en contradiction avec les arguments répandus par la propagande chinoise selon lesquels le problème kampuchéen est un problème entre les pays de l'ASEAN et le Vietnam.

Les faits survenus au cours de ces cinq dernières années ont montré que le problème kampuchéen n'est pas, comme l'a proclamé Pékin, un problème entre les pays de l'ASEAN et ceux de l'Indochine, mais un problème entre la Chine et le Kampuchéa en particulier, entre la Chine et les trois pays indochinois, en général. Ils ont montré que les autorités chinoises ont toujours cherché à utiliser le problème kampuchéen au service de leur politique hégémoniste et expansionniste. Le problème kampuchéen est devenu entre leurs mains le principal instrument pour sceller leur

collusion avec les E.U et le principal atout pour faire pression sur l'URSS dans les pourparlers en vue de la normalisation des relations entre l'URSS et la Chine. Pékin s'en est servi également pour entretenir l'état de confrontation en Asie du Sud-Est, dresser les pays de l'ASEAN contre ceux de l'Indochine et ce, afin de réaliser ses visées hégémonistes et expansionnistes dans cette partie du monde; il s'est obstiné à maintenir les débris de l'armée polpotiste dans l'intention d'imposer à nouveau le régime de génocide au Kampuchéa, d'affaiblir, de diviser pour enfin subjuguier les trois pays indochinois. Comme l'a remarqué pertinemment le journal indien «*Indian Express*» du 8 mars 1982, «*si la Chine persiste à tenir les pays indochinois et ceux de l'ASEAN pour des pions dans son jeu de superpuissance, ou cherche à combattre les pays indochinois jusqu'au dernier soldat de l'ASEAN, alors le trouble ne pourra jamais prendre fin*».

Les réalités de ces cinq dernières années ont aussi montré qu'aucune menace n'a pesé sur l'ASEAN du côté du Kampuchéa, du Vietnam ou de l'URSS et que l'unique menace pour elle a été la politique hégémoniste et expansionniste de Pékin qui s'oppose à l'indépendance et la sécurité des trois pays indochinois, à la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

Blank page



Page blanche

Conclusion

Durant ces trois dernières décennies, le Kampuchéa comme les autres pays de l'Indochine et de l'Asie du Sud-Est ont été utilisés par Pékin comme instruments au service de sa stratégie expansionniste et hégémoniste de grande puissance. Cette stratégie a été à l'origine des malheurs innombrables causés aux peuples indochinois et à ceux de l'ASEAN dont le plus grand reste le génocide au Kampuchéa, un fait sans précédent dans son histoire. Le peuple kampuchéen, tout au long de son histoire, a connu bien des calamités : la politique expansionniste des féodaux Thai amenant la chute de l'ère d'Angkor ; la domination des colonialistes, des militaristes et des impérialistes avec comme résultat, la perte de l'indépendance du pays et l'asservissement à l'étranger. Mais aux expansionnistes chinois retombe la charge de pousser la nation kampuchéenne au bord de l'extinction. Même pendant la deuxième Guerre mondiale, les pays les plus

éprouvés n'avaient pas eu près de la moitié de leur population massacrée comme ce fut le cas du Kampuchéa. L'humanité n'oubliera jamais la prison de Tuol Sleng et les charniers laissés par les polpotistes, agents de Pékin, comme elle ne pourra jamais oublier les fours crématoires d'Oszwiecim et les autres camps de concentration hitlériens. Un terme doit être mis à l'entretien et l'utilisation des polpotistes génocides contre la République populaire du Kampuchéa. Qu'on ne laisse plus l'ombre du génocide planer sur la résurrection du peuple kampuchéen !

C'est là l'aspiration la plus profonde et l'exigence la plus pressante du peuple kampuchéen ; c'est aussi là une chère aspiration et une revendication urgente des peuples épris de paix et de tous les hommes de conscience dans le monde.

Le peuple kampuchéen, d'une génération à l'autre, graveront dans leur cœur les crimes perpétrés par les polpotistes et leurs maîtres, les réactionnaires chinois. Mais en même temps, il comprend parfaitement que comme lui, le peuple chinois est aussi victime de la politique expansionniste et hégémoniste de grande puissance mise en œuvre par les autorités chinoises.

Tout en s'opposant résolument à la politique hostile de Pékin, il tient en grande estime l'amitié traditionnelle qui le lie au peuple chinois frère. A maintes reprises, le gouvernement de la République populaire du Kampuchéa s'est déclaré prêt à signer avec la République populaire de Chine un traité de coexistence pacifique basé sur les principes du respect absolu et réciproque de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays, de non-agression, de non-intervention dans les affaires intérieures de l'autre partie, d'égalité et d'intérêts réciproques, de règlement de tout différend entre les deux pays par la voie pacifique. Le peuple kampuchéen est profondément convaincu qu'entre les deux pays, la situation anormale qui s'est créée n'est que provisoire et que les relations de paix, d'amitié et de coopération traditionnelles seront rétablies dans l'intérêt des deux peuples, comme de ceux de l'Asie du Sud-Est et du monde.

Pour ce qui est de la Thaïlande, tout en éprouvant la haine des expansionnistes thaïlandais, le peuple kampuchéen fait la différence entre ceux-ci et le peuple thaïlandais, leur victime. Il tient en haute estime l'amitié avec

ce dernier et désire entretenir des rapports d'amitié et de coopération durables avec le peuple de Thaïlande comme ceux des autres pays de l'Asie du Sud-Est, sur la base des principes du respect réciproque de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du régime politique institué, de non-recours à la violence et à la menace d'user de violence et du règlement des différends par des négociations pacifiques. Les trois pays de l'Indochine sont prêts à discuter avec ses voisins de l'Asie du Sud-Est en vue de la signature de traités bilatéraux de non-agression.

Depuis des milliers d'années, les autorités chinoises et thaïlandaises ont été les auteurs des plus graves crimes à l'encontre des peuples kampuchéen, vietnamien et lao. Durant les quatre dernières décennies, la Chine et la Thaïlande sont maintes fois entrées en collusion avec les colonialistes, militaristes et impérialistes contre les trois pays d'Indochine. Entre ces derniers, il reste encore certains problèmes litigieux légués par les féodaux et les agents des impérialistes, mais ce sont des problèmes mineurs en regard des crimes commis par les autorités chinoises et thaïlandaises, les colonialistes, militaristes et impérialistes vis-à-vis des

peuples des trois pays. Il est à souligner que les trois peuples indochinois ont tous été des victimes des féodaux et des agents des colonialistes et impérialistes qui ont établi leur domination sur leurs pays respectifs. Les autorités chinoises et thaïlandaises, comme les colonialistes, militaristes et impérialistes, se sont ingéniées à distordre les problèmes légués par l'histoire, exciter le chauvinisme, diviser le Kampuchéa et le Laos du Vietnam pour diriger leur fer de lance contre ce dernier qu'elles entendent affaiblir et cela, pour masquer leur visée agressive à l'encontre des trois pays. Chacun sait que le Vietnam est la composante la plus importante du bloc des pays indochinois subjugués et le peuple vietnamien, la force la plus importante dans la lutte commune des trois peuples pour l'indépendance, la liberté et le bonheur de chaque peuple, celui qui a enduré les plus grands sacrifices au cours des dernières cinquante années de lutte commune.

Les colonialistes français, ayant conquis les trois pays indochinois, les ont réunis sous une administration française commune et la commune dénomination d'Indochine française et se sont mis à pratiquer la politique « diviser pour régner ».

Pendant près d'un siècle, les peuples indochinois ont lutté contre les colonialistes qui cependant ont réussi à préserver leur domination, car les soulèvements de chaque peuple restaient isolés de ceux des autres, sans coordination ni entraide et faute d'une ligne révolutionnaire juste pour les diriger. En 1930, le Parti communiste indochinois a intégré la lutte révolutionnaire des trois pays, décuplant la force de chacun d'eux et la force globale de tous les trois. C'était là le facteur décisif qui a conduit aux victoires des trois pays d'Indochine en août 1945. En 1951, la croissance et la maturité de leurs mouvements révolutionnaires respectifs aidant, le Parti communiste indochinois s'est dissous. Mais les peuples des trois pays, sous la conduite de leurs partis révolutionnaires respectifs, sont toujours restés unis dans la lutte contre l'ennemi commun, et c'était là encore un facteur décisif permettant à la révolution dans les trois pays de surmonter toutes les épreuves et d'aboutir à la victoire historique de 1975.

La politique chinoise de diviser pour régner, et celle des polpotistes trahissant leur propre peuple et hostile au Vietnam comme au Laos ont conduit à la plus grande tragédie de l'his-

toire du Kampuchéa, liquidé les réalisations révolutionnaires du peuple kampuchéen, saboté l'union des trois pays, menacé l'indépendance et la sécurité du Vietnam et du Laos et acculé les trois pays à une situation des plus difficiles après trente années de guerre. L'aide des troupes révolutionnaires vietnamiennes, la politique du Front d'Union nationale pour le Salut du Kampuchéa et du Gouvernement de la République populaire du Kampuchéa visant à unir la nation, à s'unir avec le Vietnam et le Laos contre les hégémonistes et expansionnistes de Pékin et les génocides polpotistes ont sauvé le peuple kampuchéen de l'extinction, rendant possible sa résurrection comme ses réalisations en vue de bâtir une vie heureuse. L'enseignement historique que la nation kampuchéenne avait tiré au cours des dix années passées au prix de bien de sang et de larmes a de nouveau confirmé que se séparer du Vietnam et du Laos signifie la mort, tandis que s'unir avec ces pays frères conduit à la résurrection. L'histoire est aussi là pour affirmer qu'une étroite union entre les trois pays est garante de l'indépendance de chacun d'eux et plus l'indépendance de chacun d'eux est renforcée, plus solide est le bloc de leur union, comme l'a

montré le Sommet indochinois de février 1983. Préserver et renforcer le bloc d'union combattante entre les trois pays, en particulier l'union combattante avec le Vietnam, constitue une loi de développement de la révolution kampuchéenne, un facteur fondamental pour vaincre tout ennemi et remporter la victoire dans la construction et la défense du pays.